

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

SECRETARIAT GENERAL

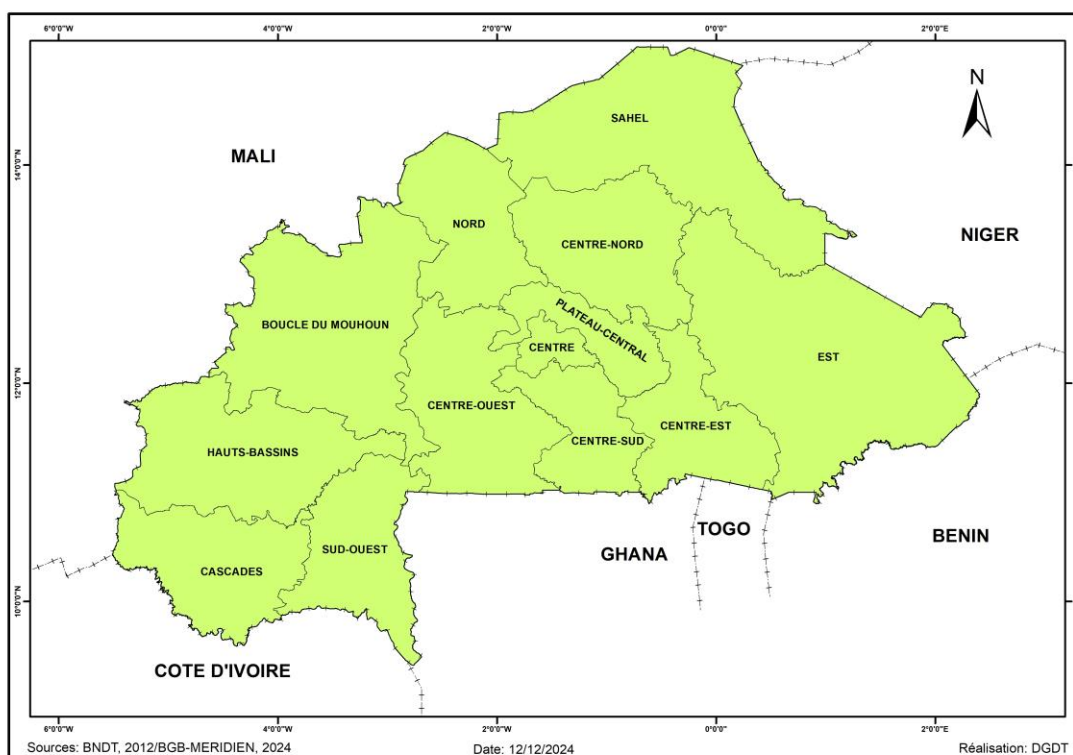
DIRECTION GENERALE
DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL

DIRECTION DE LA RESILIENCE ET DE L'APPUI
A LA STABILISATION DES TERRITOIRES

BURKINA FASO

La Patrie ou la Mort, nous Vaincrons

Cartographie des interventions en Paix et Développement au Burkina Faso



Version définitive

Décembre 2024



TABLE DES MATIERES

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS.....	iv
LISTE DES TABLEAUX.....	vi
LISTE DES GRAPHIQUES.....	vi
LISTE DES CARTES.....	vi
RESUME EXECUTIF.....	vii
INTRODUCTION.....	1
I. GLOSSAIRE	7
II. PRESENTATION DE LA PND ET DU PUS-BF	12
2.1. Brève présentation de la PND 2021-2025	12
2.1.1. Vision, objectifs et coûts de mise en œuvre de la PND 2021-2025.....	12
2.1.2. Piliers du PA-SD.....	12
2.2. Présentation succincte du PUS-BF	13
2.2.1. Objectifs, zone d'intervention et bénéficiaires du PUS-BF	13
2.2.2. Axes d'intervention et actions prioritaires du PUS-BF	13
2.2.3. Dispositif de pilotage et de suivi du PUS-BF	15
III. SITUATION DES PPD DE PAIX ET DEVELOPPEMENT	16
3.1. Situation des PPD de paix et développement selon la catégorie	16
3.2. Situation des PPD de paix et développement par secteur de planification	19
3.3. Situation des PPD de paix et développement par domaine d'intervention	20
3.4. Situation des PPD de paix et développement selon la source et le volume de financement.....	22
3.5. Situation des PPD de paix et développement selon le ministère de tutelle technique.....	27
IV. FACTEURS DE FRAGILITES ET DE CONFLITS PAR REGION	28

V. CONTRAINTES ET DIFFICULTES RENCONTREES DANS LA MISE EN ŒUVRE DES INTERVENTIONS DE PAIX ET DEVELOPPEMENT	31
5.1. Contraintes d'ordre général	31
5.2. Difficultés liées aux prestataires de services	31
5.3. Difficultés liées aux PTF	31
5.4. Difficultés liées aux Unités de gestion des PPD de paix et développement	32
5.5. Difficultés liées à l'administration	32
5.6. Difficultés liées aux bénéficiaires	32
VI. SOLUTIONS EN VUE DE RENFORCER LE LEADERSHIP NATIONAL POUR MIEUX FEDERER LES INTERVENTIONS DE PAIX ET DEVELOPPEMENT	33
VII. RECOMMANDATIONS POUR AMELIORER LA MISE EN ŒUVRE DES PPD DE PAIX ET DEVELOPPEMENT	33
CONCLUSION	36
BIBLIOGRAPHIE	37
ANNEXES.....	I
Annexe 1 : Liste des structures touchées pour la collecte des données	I
Annexe 2 : Liste des PPD de paix et développement intervenant dans les 13 régions ..	II

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

ANO	: Avis de non objection
BGB/Méridien	: Bureau géographique du Burkina
CC	: Cadre de concertation
CC	: Changement climatique
COS	: Conseil d'orientation stratégique
CS	: Comité de suivi
CSL	: Culture, sports et loisirs
CSM	: Commerce et services marchands
CVD	: Conseil villageois du développement
DCP	: Document de conception du projet
DD	: Développement durable
DGCOOP	: Direction générale de la coopération
DGDT	: Direction générale du développement territorial
DGEP	: Direction générale de l'économie et de la planification
DREP	: Direction régionale de l'économie et de la planification
DS	: Défense et sécurité
EEA	: Environnement, eau et assainissement
EF	: Education et formation
ENP	: Etude nationale prospective
FDS	: Forces de défense et de sécurité
GAL	: Gouvernances administrative et locale
GE	: Gouvernance économique
ITCH	: Infrastructures de transport, de communication et d'habitat
JDH	: Justice et droits humains
MAHSN	: Ministère de l'action humanitaire et de la solidarité nationale
MARAH	: Ministère de l'agriculture, des ressources animales et halieutiques
MATM	: Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la mobilité
MEBAPLN	: Ministère de l'enseignement de base, de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales
MEEA	: Ministère de l'environnement, de l'eau et de l'assainissement

MEF	: Ministère de l'économie et des finances
MEMC	: Ministère de l'énergie, des mines et des carrières
MID	: Ministère des infrastructures et du désenclavement
MJDH	: Ministère de la justice et des droits humains
MSECU	: Ministère de la sécurité
MSJE	: Ministère des sports, de la jeunesse et de l'emploi
ONG/AD	: Organisation non gouvernementale et Association de développement
PADEL	: Programme d'appui au développement des économies locales
PA-SD	: Plan d'action pour la stabilisation et le développement
PASP	: Production agro-sylvo-pastorale
PBF	: Peace building Fund (Fonds de consolidation de la paix)
PCRSS	: Projet communautaire de relèvement et de stabilisation au Sahel
PDI	: Personnes déplacées internes
PF	: Points focaux
PND	: Politique nationale de développement
PPD	: Projet et programme de développement
PPP	: Partenariat public-privé
PTF	: Partenaire technique et financier
PUC	: Programme d'urbanisme de crise
PUDTR	: Projet d'urgence de développement territorial et de résilience
PUS-BF	: Programme d'urgence pour le Sahel au Burkina Faso
RI	: Recherche et innovation
RN	: Ressources naturelles
RRC	: Réduction des risques de catastrophes
TDR	: Termes de référence
TEPS	Travail, emploi et protection sociale
TIA	: Transformations industrielles et artisanales
UC	: Unité de coordination
VDP	: Volontaires pour la défense de la patrie

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Situation des PPD en paix et développement exécutés dans les régions selon la catégorie	17
Tableau 2 : Répartition des PPD de paix et développement selon le secteur de planification .	20
Tableau 3 : Répartition des PPD de paix et développement selon le domaine prioritaire d'intervention.....	21
Tableau 4 : Répartition du volume de financement des PPD de paix et développement selon la catégorie	26
Tableau 5 : Répartition des PPD de paix et développement selon le ministère de tutelle technique	27

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Nombre de PPD de paix et développement par catégorie	16
Graphique 2 : Répartition du volume global de financement des PPD de paix et développement selon la source en FCFA	22

LISTE DES CARTES

Carte 1 : Répartition du nombre de PPD en paix et développement par région.....	18
Carte 2 : Répartition du nombre de PPD de paix et développement dans les six (06) premières régions d'intervention du PUS-BF	19

RESUME EXECUTIF

Pour faire face à la crise sécuritaire et humanitaire que traverse le Burkina Faso depuis 2015, le Gouvernement a mis en place pour la période 2017-2024, le Programme d'urgence pour le Sahel au Burkina Faso (PUS-BF). Initialement circonscrit à la région administrative du Sahel et à une partie de celle du Nord, le programme a été étendu à l'ensemble des treize (13) régions du pays à partir de 2024.

En 2019, le Ministère en charge de l'économie et des finances a élaboré une cartographie des interventions avec la collaboration des Partenaires techniques et financiers (PTF) dans la zone d'intervention initiale du PUS-BF, à savoir les régions du Sahel et du Nord.

Considérant l'extension du programme à quatre (04) nouvelles régions (Boucle du Mouhoun, Centre-Est, Centre-Nord et Est) et les nouvelles interventions des PTF qui n'ont pas été capitalisées depuis 2019, une seconde étude d'actualisation de la cartographie a été réalisée en 2023 afin de répertorier les PPD intervenant dans les six (06) régions d'intervention du PUS-BF et d'établir la cohérence de leurs interventions avec les priorités nationales et le PUS-BF.

Aussi, il convient de noter qu'avec l'extension du programme à l'ensemble du pays en 2024, il était nécessaire d'actualiser la cartographie. Ainsi, pour combler le vide lié à l'inexistence d'une cartographie exhaustive et actualisée à l'échelle nationale de toutes les interventions en matière de sécurité, de paix et de cohésion sociale, de résilience des populations et de stabilisation des territoires, le Ministère de l'économie et des finances (MEF) à travers la Direction générale du développement territorial (DGDT) avec l'appui financier du Secrétariat technique du Fonds de consolidation de la Paix (PBF) du Système des Nations unies a entrepris de ***réaliser/actualiser la cartographie des interventions en Paix et Développement au Burkina Faso.***

L'objectif général de la mission était d'actualiser la cartographie à l'échelle nationale, de toutes les interventions en matière de sécurité, de paix et cohésion sociale, de résilience des populations et de stabilisation des territoires en exécution en 2024 et au-delà, mais aussi de créer une plateforme digitale d'information et de suivi des PPD de paix et développement au Burkina Faso.

Les huit (08) objectifs qui en découlaient étaient les suivants : (i) inventorier toutes les interventions en matière de résilience et de stabilisation des territoires dans les treize (13) régions du Burkina Faso, (ii) faciliter l'accès aux informations sur la situation des PPD de résilience et de stabilisation par région et selon les ministères et structures spécifiques, (iii) faciliter l'accès aux informations sur la situation des PPD de résilience et de stabilisation par domaines d'intervention, par secteur de planification et sources de financement, selon les bénéficiaires et par catégorie, (iv) faciliter l'accès aux informations sur les facteurs de fragilités et de conflits par région, (v) identifier les contraintes et difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des interventions, (vi) proposer des solutions en vue de renforcer le leadership national pour mieux fédérer les interventions, (vii) formuler des recommandations en vue d'améliorer la

mise en œuvre des PPD intervenant sur les questions de résilience et de stabilisation et (viii) créer une plateforme digitale des interventions en matière de résilience et de stabilisation des territoires.

La mission a été conduite sur une durée totale de cinquante-cinq (55) jours, à travers quatre (04) principales phases, à savoir : (i) une phase préparatoire, (ii) une phase de collecte des données, (iii) une phase de traitement et d'analyse des données et (iv) une phase d'élaboration et de validation des versions provisoire et définitive du rapport de la cartographie des intervenants en matière de paix et développement, ainsi que de la plateforme digitale.

Les difficultés majeures suivantes ont été rencontrées dans le cadre de la réalisation de l'activité, à savoir : (i) la faible capitalisation de certaines interventions, notamment celles des ONG/AD et Fondations par manque de données et (ii) la non désagrégation des informations financières par année et par région de beaucoup de PPD. Quant à la principale limite du présent rapport, elle tient au fait qu'il ne comporte pas la situation exhaustive de tous les PPD de paix et développement intervenant au Burkina Faso.

Le rapport est articulé autour de sept (07) points : (i) un glossaire, (ii) la présentation de la PND et du PUS-BF, (iii) la situation des PPD de résilience et de stabilisation des territoires du Burkina Faso, (iv) les facteurs de fragilités et de conflits par région, (v) les contraintes et difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des interventions, (vi) les solutions en vue de renforcer le leadership national pour mieux fédérer les interventions et (vii) les recommandations pour améliorer la mise en œuvre des PPD de résilience et de stabilisation des territoires.

Au titre du premier point, les concepts suivants ont été définis : agence d'exécution, cohérence territoriale, cohésion sociale, développement local, paix, Partenaire technique et financier (PTF), Projet ou programme de développement (PPD), reconstruction, relèvement, relèvement résilient, résilience et stabilisation.

Par rapport au deuxième point, il a été présenté la PND 2021-2025 et le PUS-BF. Au niveau de la PND 2021-2025, il a été rappelé sa vision, ses objectifs et coûts de mise en œuvre. Aussi, l'instrument d'opérationnalisation de la PND 2021-2025 qu'est le Plan d'action pour la stabilisation et le développement (PA-SD) a également été présenté. Concernant la présentation du PUS-BF, l'accent a été mis sur ses objectifs, sa zone d'intervention ainsi que ses bénéficiaires, (ii) ses axes d'intervention y compris ses actions prioritaires et (iii) son dispositif de pilotage et de suivi.

En ce qui concerne le troisième point, les cinq (05) aspects suivants ont été abordés : (i) la situation des PPD de paix et développement selon la catégorie, (ii) la situation des PPD de paix et développement par secteur de planification, (iii) la situation des PPD de paix et développement par domaine d'intervention, (iv) la situation des PPD de paix et développement selon la source et le volume de financement et (v) la situation des PPD de paix et développement selon le ministère de tutelle technique. Au titre du premier aspect, le rapport révèle que le Burkina Faso compte 154 PPD de paix et développement en 2024 et au-delà,

avec 67 PPD (43,5%) de catégorie 3, 46 PPD (29,9%) de catégorie 1 et 41 PPD (26,6%) de catégorie 2. Au niveau du second aspect, l'on note que les 154 PPD interviennent dans tous les secteurs de planification à l'exception de deux (02), à savoir Culture, sports et loisirs (CSL) et Recherche et innovation (RI). Aussi, les PPD interviennent majoritairement dans les secteurs Production agro-sylvo pastorale (PASP) et Environnement, eau et assainissement (EEA) avec des proportions respectives de 29,9% et 21,4%. Concernant le troisième aspect, il ressort que les 154 PPD interviennent dans trente (30) domaines prioritaires, avec 45 PPD (29,2%) intervenant dans le domaine des productions agro-pastorales et halieutiques. Par rapport au quatrième aspect, il ressort que le coût de mise en œuvre des 154 PPD s'élève à 4 906,9 milliards de FCFA, soit 747 153 674,64 FCFA (15,23%) pour l'Etat, 3 984 586 422 737,74 FCFA (81,20%) pour les PTF, 68 016 253 972 FCFA (1,39%) pour les bénéficiaires et 107 141 731 420 FCFA (2,18%) pour les autres sources de financement. La répartition du financement selon la catégorie indique que 60,89% des ressources totales sont destinés au financement des interventions des PPD en paix et développement de catégorie 2. Concernant le cinquième point, l'étude révèle que la tutelle technique de la majorité des PPD en paix et développement est assurée par deux (02) ministères, à savoir le Ministère de l'agriculture, des ressources animales et halieutiques (MARAH) et le Ministère de l'environnement, de l'eau et de l'assainissement (MEEA) avec des proportions respectives de 29,87% et 21,43%.

Concernant le quatrième point, l'étude a abordé les différents facteurs de fragilités et de conflits des régions qui sont essentiellement : (i) le chômage, la misère et la pauvreté des populations (des jeunes surtout), (ii) la porosité des frontières terrestres, (iii) la recrudescence du grand banditisme, (iv) les conflits communautaires, (v) le trafic de drogues, (vi) l'emploi anarchique d'explosifs et du cyanure sur les sites miniers, (vii) le trafic et la commercialisation de liqueurs frelatées, (viii) les flux migratoires incontrôlés, (ix) l'incivisme, (x) l'extrémisme religieux, (xi) la corruption, (xii) les changements climatiques, (xiii) le faible système de gouvernance, (xiv) la persistance de la fracture numérique et (xv) la persistance des pesanteurs socio-culturelles.

En outre, le rapport traite des contraintes et difficultés d'ordre général et celles d'ordre spécifique liées aux prestataires de services, PTF, unités de gestion, administrations, bénéficiaires rencontrées dans la mise en œuvre des PPD de paix et développement.

Enfin, des recommandations ont été formulées en vue de renforcer le leadership national pour mieux fédérer les interventions de paix et développement d'une part, et pour améliorer la mise en œuvre des PPD de paix et développement d'autre part.

INTRODUCTION

1. Contexte et justification de la mission

Pour faire face à la crise sécuritaire et humanitaire que traverse le Burkina Faso depuis 2015, le Gouvernement a mis en place pour la période 2017-2024, le Programme d'urgence pour le Sahel au Burkina Faso (PUS-BF). Initialement circonscrit à la région administrative du Sahel et à une partie de celle du Nord, le programme a été étendu à l'ensemble des treize (13) régions du pays à partir de 2024. Dans le cadre de la mise en œuvre du PUS-BF, plusieurs Partenaires techniques et financiers (PTF) et Organisations non gouvernementales (ONG) nationales et internationales accompagnent le Gouvernement et financent ou exécutent des Projets et programmes de développement (PPD) sur le terrain qui contribuent à l'atteinte des objectifs dudit programme.

Au regard de l'apport de plus en plus important de ces intervenants, le Ministère en charge de l'économie et des finances a élaboré en 2019, une cartographie des interventions avec la collaboration des PTF dans la zone d'intervention initiale du PUS-BF, à savoir les régions du Sahel et du Nord. Cette cartographie a permis, non seulement d'avoir une visibilité de tous les PPD des PTF exécutés dans les deux (02) premières régions de mise en œuvre du programme, mais aussi, d'analyser leur cohérence et leur synergie et de favoriser le partage d'expériences, d'enseignements et de leçons apprises.

Considérant l'extension du programme à quatre (04) nouvelles régions (Boucle du Mouhoun, Centre-Est, Centre-Nord et Est) et les nouvelles interventions des PTF qui n'ont pas été capitalisées depuis 2019, une seconde étude d'actualisation de la cartographie a été réalisée en 2023 afin de répertorier les PPD intervenant dans les six (06) régions d'intervention du PUS-BF et d'établir la cohérence de leurs interventions avec les priorités nationales et le PUS-BF.

Aussi, il convient de noter que le programme a été étendu à l'ensemble du pays en 2024. Cependant, à ce jour, le Burkina Faso ne dispose pas d'une cartographie exhaustive et actualisée à l'échelle nationale de toutes les interventions en matière de sécurité, de paix et de cohésion sociale, de résilience des populations et de stabilisation des territoires. C'est pour combler ce vide que le Ministère de l'économie et des finances (MEF) à travers la Direction générale du développement territorial (DGGT) avec l'appui financier du Secrétariat technique du Fonds de consolidation de la Paix (PBF) du Système des Nations unies a entrepris de **réaliser/actualiser la cartographie des interventions en Paix et Développement au Burkina Faso**. Au terme du processus de sélection, c'est le Bureau Géographique du Burkina (BGB/Méridien) qui a été retenu pour conduire la mission.

Il faut entendre par interventions en Paix et Développement, *"les interventions qui visent à renforcer la sécurité, la résilience et la stabilisation des territoires, et à consolider la paix et la cohésion sociale"*. Dans le cadre de la présente étude, les interventions en Paix et Développement renvoient aux actions qui s'inscrivent dans :

- les quatre (04) piliers du Plan d'action pour la stabilisation et le développement (PA-SD), à savoir : (i) Pilier 1 : Lutter contre le terrorisme et restaurer l'intégrité territoriale, (ii) Pilier 2 : Répondre à la crise humanitaire, (iii) Pilier 3 : Refonder l'Etat et améliorer la gouvernance et (vi) Pilier 4 : Œuvrer à la réconciliation nationale et à la cohésion sociale ;
- les quatre (04) axes du PUS-BF, à savoir : (i) Axe 1 : Renforcement de la sécurité et de la présence de l'Etat, (ii) Axe 2 : Gestion des urgences sociales et humanitaires, (iii) Axe 3 : Amélioration de la résilience des populations et relance de l'économie locale et (iv) Axe 4 : Promotion de la cohésion sociale, la consolidation de la paix et la déradicalisation.

2. Objectifs de la mission

L'objectif général de la mission était d'actualiser la cartographie à l'échelle nationale, de toutes les interventions en matière de sécurité, de paix et cohésion sociale, de résilience des populations et de stabilisation des territoires en exécution en 2024 et au-delà, mais aussi de créer une plateforme digitale d'information et de suivi des PPD intervenant en matière de résilience et de stabilisation des territoires au Burkina Faso.

Les huit (08) objectifs qui en découlent sont les suivants :

- inventorier toutes les interventions en matière de résilience et de stabilisation des territoires dans les treize (13) régions du Burkina Faso ;
- faciliter l'accès aux informations sur la situation des PPD de résilience et de stabilisation par région et selon les ministères et structures spécifiques ;
- faciliter l'accès aux informations sur la situation des PPD de résilience et de stabilisation par domaines d'intervention, par secteur de planification et sources de financement, selon les bénéficiaires et par catégorie ;
- faciliter l'accès aux informations sur les facteurs de fragilités et de conflits par région ;
- identifier les contraintes et difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des interventions ;
- proposer des solutions en vue de renforcer le leadership national pour mieux fédérer les interventions ;
- formuler des recommandations en vue d'améliorer la mise en œuvre des PPD intervenant sur les questions de résilience et de stabilisation ;
- créer une plateforme digitale des interventions en matière de résilience et de stabilisation des territoires.

3. Résultats attendus

Un résultat global et huit (08) résultats spécifiques étaient attendus aux termes de la mission.

Concernant le résultat global, il était attendu à l'issue de la mission, un rapport d'étude des interventions en matière de résilience et de stabilisation des territoires. L'échelle de présentation et d'analyse des illustrations cartographiques sera régionale, provinciale et

communale. L'analyse a été faite sur la base du décret n°2021-1383/PRES/PM/MEFP du 31 décembre 2021 portant réglementation générale des projets et programmes de développement exécutés au Burkina Faso et des critères validés par le client.

S'agissant des résultats spécifiques attendus, ils se présentent comme suit :

- toutes les interventions en matière de résilience et de stabilisation des territoires dans les treize (13) régions du Burkina Faso sont inventoriées ;
- l'accès aux informations sur la situation des PPD de résilience et de stabilisation par région et selon les ministères et structures spécifiques est facilité ;
- l'accès aux informations sur la situation des PPD de résilience et de stabilisation par domaines d'intervention, par secteur de planification et sources de financement, selon les bénéficiaires et par catégorie est facilité ;
- l'accès aux informations sur les facteurs de fragilités et de conflits par région est facilité ;
- les contraintes et difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des interventions sont identifiées ;
- des solutions sont proposées en vue de renforcer le leadership national pour mieux fédérer les interventions ;
- des recommandations sont formulées en vue d'améliorer la mise en œuvre des PPD intervenant sur les questions de résilience et de stabilisation ;
- une plateforme digitale des interventions en matière de résilience et de stabilisation des territoires est créée.

4. Méthodologie de conduite de la mission

La mission a été conduite sur une durée totale de cinquante-cinq (55) jours, à travers quatre (04) principales phases, à savoir : (i) une phase préparatoire, (ii) une phase de collecte des données, (iii) une phase de traitement et d'analyse des données et (iv) une phase d'élaboration et de validation des versions provisoire et définitive du rapport de la cartographie des intervenants en paix et développement, ainsi que de la plateforme digitale.

Les détails concernant chacune des phases du processus sont présentés dans les lignes qui suivent.

❖ Phase préparatoire

Elle a duré vingt-quatre (24) jours et a comporté les quatre (04) étapes/activités ci-après :

- la production des documents techniques (la note méthodologique, le calendrier détaillé d'exécution de la mission, les canevas pour la collecte des données auprès des différents acteurs et le projet de plan du rapport de la cartographie) ;
- la tenue de la rencontre de cadrage le 05 novembre 2024 sous la présidence de Madame la Directrice Générale du développement territorial ;
- la finalisation des documents techniques et la production du rapport de démarrage ;

- la préparation de la collecte des données (la production des lettres de recommandation et la prise de rendez-vous auprès des structures ciblées).

❖ **Phase de collecte des données primaires et secondaires**

La collecte des données primaires et secondaires a duré dix (10) jours.

Les données primaires ont été collectées auprès des PTF. A cet effet, les canevas préconçus par BGB/Méridien et validés lors de la rencontre de cadrage ont servi d'outils pour la collecte des données auprès des partenaires identifiés.

Concernant les données secondaires, il s'est agi pour les deux (02) Experts d'exploiter toute la documentation utile disponible. Les documents majeurs exploités se présentent comme suit :

- le Décret N°2019-0794/PRES/PM/MINEFID du 31 juillet 2019 portant adoption de la stratégie d'extension du programme d'urgence pour le Sahel ;
- le Décret N°2022-0009/PRES/PM/MEFP du 20 janvier 2022 portant allègement des mesures relatives à la passation, à l'exécution, à la réception et au paiement des marchés publics et des délégations de service public dans le cadre de la mise en œuvre du Programme d'Urgence pour le Sahel ;
- l'Arrêté N°2022-000218/MEFP/SG/DGDT du 09 janvier 2022 portant prorogation du Programme d'urgence pour le Sahel pour la période 2022-2024 ;
- le Programme d'urgence pour le Sahel au Burkina Faso (PUS-BF) 2022-2024 produit en avril 2022 ;
- le Document final du Programme d'urgence pour le Sahel au Burkina Faso (PUS-BF) 2017-2020, produit en juin 2017 ;
- la Cartographie des interventions en matière de résilience et de stabilisation des territoires du Burkina Faso produite en novembre 2023 ;
- le rapport sur la cartographie des PTF intervenant dans la zone du PUS-BF produit en mai 2019 ;
- le rapport d'exécution 2022 du PUS-BF, produit en juin 2023 ;
- le rapport d'exécution 2021 du PUS-BF, produit en février 2022 ;
- le rapport consolidé 2017-2020 du PUS-BF, produit en novembre 2021 ;
- le rapport annuel 2018 du PUS-BF, produit en mars 2019 ;
- le rapport d'activités 2017 du PUS-BF, produit en mai 2028 ;
- le document de travail des onzièmes assises de l'Assemblée générale (AG) des projets et programmes de développement, produit en avril 2024 ;
- le rapport introductif des onzièmes assises de l'Assemblée générale (AG) des projets et programmes de développement, produit en avril 2024 ;
- les rapports introductifs des treize (13) Assemblées régionales (AR) des PPD ;
- les rapports consolidés d'évaluation des performances des PPD des Assemblées sectorielles.

❖ **Phase de traitement et d'analyse des données**

Cette phase a duré cinq (05) jours. Les données ont essentiellement été dépouillées et traitées à l'aide de Excel. Des grilles de traitement et d'analyse des données ont été conçues par les deux (02) Experts. Ces grilles ont porté sur :

- l'état des PPD de résilience et de stabilisation par région et selon les ministères et structures spécifiques ;
- la situation des PPD de résilience et de stabilisation par domaines d'intervention, par secteur de planification et sources de financement, selon les bénéficiaires et par catégorie ;
- les facteurs de fragilités et de conflits par région ;
- les contraintes et difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des interventions ;
- les solutions en vue de renforcer le leadership national pour mieux fédérer les interventions ;
- les recommandations pour améliorer la mise en œuvre des PPD de résilience et de stabilisation.

❖ **Phase d'élaboration des rapports de la cartographie et de développement de la plateforme digitale**

Cette phase a duré seize (16) jours et elle a comporté les quatre (04) étapes suivantes :

- *la rédaction de la version provisoire du rapport de la cartographie et le développement du projet de plateforme digitale* : la version provisoire du rapport de la cartographie a été rédigée conformément au plan validé lors de la rencontre de cadrage. En plus, les deux (02) Experts ont procédé au développement d'u projet de plateforme digitale des interventions en matière de résilience et de stabilisation des territoires ;
- *la préparation de la rencontre de restitution et de validation de la version provisoire du rapport de la cartographie et de la plateforme digitale* : elle a été consacrée à l'organisation pratique de l'atelier de restitution et de validation de la version provisoire du rapport de la cartographie et du projet de plateforme digitale, notamment la ventilation des lettres d'invitation et des documents annexes ;
- *la tenue de la rencontre de restitution et de validation de la version provisoire du rapport de la cartographie et de la plateforme digitale* : ladite rencontre a regroupé différents acteurs, notamment les points focaux des ministères du PUS-BF, les Directions régionales de l'économies et de la planification (DREP) des régions du PUS-BF, les partenaires du Fonds de consolidation de la paix (PBF) et les autres ONG/AD intervenant dans le programme. Au cours de l'atelier, les deux (02) Experts ont fait des communications portant sur l'économie de la version provisoire du rapport de la cartographie et sur le projet de plateforme digitale ;
- *la finalisation du rapport de la cartographie et de la plateforme digitale et production du rapport de mission* : à l'issue de l'atelier, BGB/Méridien s'est attelé à produire et à transmettre à la DGDT, la version définitive du rapport de la cartographie et la

plateforme digitale des interventions en matière de résilience et de stabilisation des territoires, ainsi qu'un rapport de mission qui rend compte du déroulement du processus, des difficultés rencontrées et des solutions mises en œuvre.

5. Difficultés rencontrées et limites de l'étude

Dans le cadre de la réalisation de la mission, les deux (02) Experts ont rencontré les difficultés majeures suivantes :

- la faible capitalisation de certaines interventions, notamment celles des ONG/AD et Fondations ;
- la non désagrégation des informations financières par année et par région de beaucoup de PPD.

Au regard des difficultés présentées ci-dessus, la principale limite du présent rapport tient au fait qu'il ne comporte pas la situation exhaustive de tous les PPD intervenant en paix et développement au Burkina Faso.

Le présent rapport est articulé autour des sept (07) points : (i) un glossaire, (ii) la présentation de la PND et du PUS-BF, (iii) la situation des PPD de résilience et de stabilisation des territoires du Burkina Faso, (iv) les facteurs de fragilités et de conflits par région, (v) les contraintes et difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des interventions, (vi) les solutions en vue de renforcer le leadership national pour mieux fédérer les interventions et (vii) les recommandations pour améliorer la mise en œuvre des PPD de résilience et de stabilisation des territoires.

I. GLOSSAIRE

Dans le cadre de la présente étude, il est apparu nécessaire de clarifier un certain nombre de concepts clés.

❖ Agence d'exécution

Aux termes de l'article 4 du décret N°2021-1383/PRES/PM/MEFP du 31 décembre 2021 portant réglementation générale des projets et programmes de développement exécutés au Burkina Faso, une agence d'exécution est un organisme public ou privé, national ou international, investi du mandat d'exécuter un projet ou un programme de développement sur la base d'une convention de financement.

❖ Cohérence territoriale

La cohérence territoriale renvoie à l'harmonie entre les actions à entreprendre en faveur d'un territoire et entre celles-ci et les orientations définies aux différentes échelles.¹

❖ Cohésion sociale

La Stratégie nationale de la cohésion sociale au Burkina Faso 2021-2025 définit la cohésion sociale comme étant : *"le vivre-ensemble harmonieux et paisible des communautés qui permet un accès équitable aux ressources, cultive les valeurs collectives partagées (intégrité, solidarité, tolérance, ...) dans le respect des droits humains, des lois et institutions de la république, tout en réduisant les inégalités sociales"*.

❖ Développement local

Le développement local est un processus de progrès fondé sur la mobilisation et l'organisation des acteurs politiques, sociaux, économiques au niveau local, dans le but de répondre aux besoins réels des populations.

❖ Paix

Pour le philosophe Hollandais BARUCH Spinoza (1632-1677), « *la paix n'est pas une absence de guerre, c'est une vertu, un état d'esprit, une volonté de bienveillance, de confiance, de justice* ».

Pour le Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, « *la paix n'est pas la simple absence de guerre, mais bien un « processus dynamique de collaboration entre tous les Etats et les peuples, fondé sur la liberté, l'indépendance, la souveraineté nationale, l'égalité, le respect des droits de l'homme, ainsi que sur une juste et équitable répartition des ressources en vue de satisfaire les besoins des peuples (...)* ».

¹ Cf. article de la Loi n°024-2018/AN du 28 mai 2018 portant loi d'orientation sur l'aménagement et le développement durable du territoire au Burkina Faso.

Johan Vincent Galtung (Sociologue norvégien né le 24 octobre 1930) distingue deux (02) phases fondamentales en matière de consolidation de la paix, à savoir une phase initiale appelée « *paix négative* » et une phase de clôture qu'il qualifie de « *paix positive* ». « *La paix négative* » renvoie à l'absence de violence, notamment après la proclamation d'un cessez-le-feu, même si les problèmes qui ont alimenté en premier lieu le conflit ne sont pas résolus. En revanche, « *la paix positive* » selon lui, fait référence à une situation caractérisée par une absence de violence et d'instabilités réelles, ou de menace de violence et d'instabilité, parce que les causes profondes de la violence originale ont été éliminées. En définitive, pour Galtung, seule la paix positive est durable.

❖ **Partenaire technique et financier (PTF)**

Aux termes de l'article 4 du décret N°2021-1383/PRES/PM/MEFP du 31 décembre 2021 portant réglementation générale des projets et programmes de développement exécutés au Burkina Faso, un Partenaire technique et financier désigne un pays, une institution ou une organisation qui, dans le cadre de la coopération internationale, mobilise des ressources (financières, humaines, matérielles et techniques) pour permettre la réalisation d'un projet ou d'un programme de développement.

❖ **Projet ou programme de développement (PPD)**

Aux termes de l'article 3 du décret N°2021-1383/PRES/PM/MEFP du 31 décembre 2021 portant réglementation générale des projets et programmes de développement exécutés au Burkina Faso, sont considérés comme projets ou programme de développement, toutes actions d'investissements publics ou de coopération technique, exécutées pendant une période déterminée, sur tout ou partie du territoire national, dans le but de résoudre un problème de développement à travers :

- la production de biens et/ou services ;
- la réalisation d'infrastructures socio-économiques ;
- le renforcement des capacités institutionnelles de l'administration centrale, déconcentré et locale et de la société civile ;
- le renforcement des capacités et des compétences des ressources humaines.

L'article 13 du même décret distingue quatre (04) catégories de PPD en fonction de leur rattachement institutionnel et de leur mode de gestion, à savoir :

- *catégorie 1* : les projets et programmes de développement exécutés directement par l'administration publique ;
- *catégorie 2* : les projets et programmes de développement nécessitant pour leur mise en œuvre, la création d'une structure autonome d'exécution placée sous la tutelle de l'administration publique ;
- *catégorie 3* : les projets et programmes de développement exécutés par des agences d'exécution, les démembrements de l'Etat, les partenaires techniques et financiers, les ONG/AD et les Fondations ;

- *catégorie 4* : les projets et programmes de développement exécutés en mode partenariat public-privé.

❖ **Reconstruction**

La phase de reconstruction est une des dernières étapes de la gestion d'une crise ou catastrophe. La reconstruction proprement dite permet de revenir à une situation d'avant crise. La reconstruction est porteuse de nombreux enjeux, partant de la restauration des fonctions du territoire à la réduction des vulnérabilités révélées par la crise. Elle englobe des aspects techniques, économiques, de gouvernance et sociaux.

La reconstruction est considérée par les organisations internationales comme étant une « *fenêtre d'opportunité* » pouvant être saisie pour « *reconstruire mieux* » et agir sur le territoire en crise afin de réduire sa vulnérabilité et améliorer sa résilience.

En somme, la reconstruction peut présenter des possibilités pour le territoire de penser l'avenir autrement, en faisant mieux et en conduisant une réflexion préventive à la reproduction possible de la crise.

❖ **Relèvement**

Le relèvement vise à rétablir, et si possible améliorer, les services et infrastructures de base, les biens matériels, les moyens de subsistance, les niveaux socio-culturels et économiques, et les conditions de vie en général, des communautés affectées par une catastrophe d'une manière durable en appliquant le concept du « reconstruire en mieux ». Il est fondamental que le relèvement prenne en compte des principes de développement qui permettent de renforcer la résilience aux futures catastrophes et qui assurent une durabilité réelle. Le relèvement peut être décomposé en quatre (04) principales étapes, à savoir :

- la réponse à la situation d'urgence (sauvetage, relogement temporaire, etc.) ;
- la restauration des services publics et des réseaux ;
- la reconstruction ou réparation pour revenir à la situation pré-crise ;
- l'amélioration et la reconstruction afin de participer au développement du territoire.

❖ **Relèvement résilient**

Le relèvement résilient est un type de relèvement qui met l'accent sur le renforcement de la résilience, qui favorise la résilience et qui est ainsi un chemin vers le Développement durable (DD). Il accorde une importance particulière à sept (07) problématiques, à savoir : (i) l'approche « reconstruire en mieux » (approche « Build Back Better »), (ii) l'approche Genre, (iii) le respect de l'équité, (iv) la réduction de la vulnérabilité, (v) la conservation des Ressources naturelles (RN), (vi) la protection de l'environnement et l'adaptation au Changement climatique (CC) et (vii) la Réduction des risques de catastrophes (RRC).

❖ **Résilience**

La résilience est un concept polysémique dont le sens diffère selon la discipline qui la mobilise, le contexte dans lequel elle est utilisée et l'objectif qu'elle dessert.

La résilience, c'est la capacité de résistance d'un corps ou d'un matériau à un choc ou à une déformation. C'est aussi la capacité d'un système à récupérer, suite à une perturbation. Il s'agit de réagir après un choc, de récupérer, de se reconstruire.

La résilience, c'est également la capacité d'un système à s'organiser de façon à être à même de tirer les enseignements des catastrophes passées pour mieux se protéger et à réduire plus efficacement les risques.

Appliquée aux sociétés humaines, la résilience est la capacité d'une communauté, d'une société ou d'un système exposé aux aléas à pouvoir résister, absorber, s'adapter et se relever des effets de ce danger, en temps opportun et de manière efficace, grâce notamment à la préservation et au rétablissement de ses structures essentielles et de ses fonctions de base. C'est aussi la capacité du territoire trouver les ressources nécessaires pour son adaptation face à des aléas qui le menacent. L'enjeu est de maintenir un niveau de fonctionnement grâce aux capacités et à la souplesse du système permettant sa persistance. La résilience peut traduire une propriété intrinsèque d'un système, acquise une fois pour toutes et à priori (état de résilience), et aussi caractériser un processus à posteriori, après une rupture et qui se met en œuvre pour un temps donné.

Un territoire résilient est entendu comme un territoire en mouvement, capable :

- d'anticiper des perturbations, brutales ou lentes, grâce à la veille et à la prospective ;
- d'en minimiser les effets ;
- de se relever et rebondir grâce à l'apprentissage, l'adaptation et l'innovation ;
- d'évoluer vers un nouvel état en équilibre dynamique préservant ses fonctionnalités. Cet état est décidé et construit démocratiquement.²

❖ Stabilisation

La stabilisation est un « *processus intégré, holistique et ciblé permettant à l'Etat et à la société de mettre en place une responsabilisation mutuelle, ainsi que l'aptitude à traiter et atténuer les vecteurs existants ou émergents du conflit, créant ainsi les conditions propices à une meilleure gouvernance et au développement à plus long terme* ».

La stabilisation est également définie comme une approche intégrée qui appuie les processus politiques afin de rechercher une issue aux conflits violents, d'instaurer la confiance et de préparer un avenir plus pacifique. Elle a pour but d'appuyer les processus politiques visant à endiguer la violence, à renforcer les structures de gouvernance légitimes et à rendre possible les premiers pas des parties aux conflits sur la voie de la réconciliation. Cela passe notamment par la promotion de la sécurité et la mise à disposition de ressources dégagant des dividendes de la paix. L'amélioration d'un cadre propice aux structures et mécanismes politiques légitimes et au règlement pacifique des conflits à l'issue de gains territoriaux obtenus par des moyens militaires, peut être un apport à la stabilisation. L'objectif de la

² Clara Villar (2014), La résilience, un outil pour les territoires ?

stabilisation n'est pas de maintenir un statu quo d'apparence « stable » en ignorant le contexte. Au contraire, la stabilisation comprend en règle générale des approches visant des transformations en profondeur et se fondant sur une conception large de la sécurité incluant les dimensions économiques, écologiques et humaines.

II. PRESENTATION DE LA PND ET DU PUS-BF

Au titre des outils de planification stratégique prévus par la loi N°034-2018/AN du 27 juillet 2018 portant pilotage et gestion du développement, figure la Politique nationale de développement (PND) qui est un référentiel national de développement à moyen terme qui détermine les interventions de l'Etat et de ses partenaires en matière de développement, définit les principes et donne les orientations pour la prise en compte des préoccupations transversales et en tenant compte des engagements internationaux pris.

A ce jour, la PND 2021-2025 du Burkina Faso est opérationnalisée à travers le Plan d'action pour la stabilisation et le développement (PA-SD). Aussi, l'atteinte des objectifs des politiques sectorielles, de la PND et du PA-SD passe par la formulation, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de PPD au titre desquels figure le PUS-BF.

2.1. Brève présentation de la PND 2021-2025

Il faut rappeler que suite aux changements institutionnels que le Burkina Faso a connu, il a été adopté une Charte le 14 octobre 2022 qui assignait à la Transition, six (06) missions principales, à savoir : (i) rétablir et renforcer la sécurité sur l'ensemble du territoire national, (ii) d'apporter une réponse urgente, efficace et efficiente à la crise humanitaire, (iii) promouvoir la bonne gouvernance et lutter contre la corruption, (iv) engager des réformes politiques, administratives et institutionnelles en vue de renforcer la culture démocratique et consolider l'Etat de droit, (v) œuvrer à la réconciliation nationale et à la cohésion sociale et (vi), assurer l'organisation d'élections libres, transparentes et inclusives.

2.1.1. Vision, objectifs et coûts de mise en œuvre de la PND 2021-2025

La vision de la PND à l'horizon 2025 a été formulée comme suit : *"Le Burkina Faso, une nation solidaire, démocratique, résiliente et de paix, transformant la structure de son économie pour réaliser une croissance forte, inclusive et durable"*.

Pour concrétiser cette vision, la PND s'est fixé comme objectif global de rétablir la sécurité et la paix, de renforcer la résilience de la Nation et de transformer structurellement l'économie burkinabè, pour une croissance forte, durable et inclusive.

Le coût global de la mise en œuvre de la PND 201-2025 est estimé à 19 030,70 milliards FCFA, soit un coût annuel moyen de 3 806,14 milliards FCFA. Le financement de la PND 2021-2025 devrait être assuré à 63% par les ressources propres de l'Etat, 9% par les ressources extérieures et un besoin de financement additionnel de 28% qui devrait être couvert par l'appui des partenaires au développement et le recours au privé.

2.1.2. Piliers du PA-SD

Le PA-SD est l'instrument central d'opérationnalisation de la PND 2021-2025 durant la période de la Transition.

Les actions prioritaires à mener pour réaliser les missions de la Transition ont été réparties dans quatre (04) piliers, à savoir : (i) Pilier 1 : Lutter contre le terrorisme et restaurer l'intégrité

territoriale, (ii) Pilier 2 : Répondre à la crise humanitaire, (iii) Pilier 3 : Refonder l'État et améliorer la gouvernance et (iv) Pilier 4 : Œuvrer à la réconciliation nationale et à la cohésion sociale.

2.2. Présentation succincte du PUS-BF

La présentation du PUS-BF porte sur : (i) les objectifs du programme, sa zone d'intervention ainsi que les bénéficiaires, (ii) les axes d'intervention y compris les actions prioritaires et (iii) le dispositif de pilotage et de suivi.

2.2.1. Objectifs, zone d'intervention et bénéficiaires du PUS-BF

Le PUS-BF a été adopté par le Conseil des ministres en sa séance du 21 juin 2017 et il a été officiellement lancé le 03 août 2017 à Tongomayel dans la province du Soum (région du Sahel).

Au regard du double défi sécuritaire et humanitaire, l'objectif global du PUS-BF est le suivant : contribuer à la consolidation de la résilience, à la sécurité, à la cohésion sociale et à la paix.

De cet objectif global, se dégagent les quatre (04) objectifs spécifiques suivants :

- renforcer la sécurité et assurer la présence de l'Etat ;
- gérer les urgences sociales et humanitaires ;
- renforcer la résilience des populations et relancer les économies locales ;
- et, renforcer la cohésion sociale et la paix.

La zone d'intervention du PUS-BF initial est la région du Sahel étendue à quatre (04) communes frontalières des provinces du Yatenga et du Loroum (région du Nord) qui partagent les mêmes défis sécuritaires et socio-économiques. Le programme a par la suite été étendue à quatre (04) nouvelles régions à partir de 2019, à savoir celles de la Boucle du Mouhoun, du Centre-Est, du Centre-Nord et de l'Est touchées également par l'insécurité et le terrorisme³. Au total, ce sont 190 communes réparties dans les six (06) régions administratives que cette extension a permis de couvrir. A partir de 2024, le PUS-BF a été étendu à toutes les régions administratives du Burkina Faso.

Les bénéficiaires directs du programme sont la population, les CT (les communes et régions), les chefs de circonscriptions administratives locales et les FDS des zones concernées par le programme.

2.2.2. Axes d'intervention et actions prioritaires du PUS-BF

Les axes d'intervention du programme sont les suivantes :

- le renforcement de la sécurité et de la présence de l'Etat ;
- la gestion des urgences sociales et humanitaire ;
- le renforcement de la résilience des populations et la relance des économies locales ;

³ Cf. Décret N°2019-0794/PRES/PM/MINEFID du 31 juillet 2019 portant adoption de la stratégie d'extension du programme d'urgence pour le Sahel.

- le renforcement de la cohésion sociale, de la consolidation de la paix et la déradicalisation ;
- le pilotage et gestion du programme.

❖ **Axe 1 : renforcement de la sécurité et de la présence de l'Etat**

Il vise à renforcer les capacités des FDS et la sécurisation des institutions, des personnes et des biens à travers la mise en œuvre de trois (03) actions prioritaires à savoir : (i) renforcer la sécurité et la défense publique, (ii) renforcer la présence de l'Etat et (iii) appuyer les initiatives locales de sécurité y compris les VDP.

❖ **Axe 2 : gestion des urgences sociales et humanitaire**

Cet axe vise à assurer une prise en charge non seulement des PDI, mais aussi des communautés hôtes dont les conditions de vie se détériorent du fait de l'arrivée massive des PDI dans leurs localités. Pour ce faire, deux (02) actions prioritaires ont été retenues : (i) prendre en charge les PDI, les populations hôtes vulnérables et des populations restées dans leurs localités de (ii) prendre en charge les urgences sociales et humanitaires.

❖ **Axe 3 : amélioration de la résilience des populations et relance de l'économie locale**

Cet axe vise à créer les conditions pour augmenter le pouvoir d'achat, la réactivation des circuits commerciaux, la reconstitution du capital productif, la réalisation des infrastructures adéquates et le renforcement des capacités requises. Il est mis en œuvre à travers trois (03) actions prioritaires : (i) améliorer l'offre de services essentiels de base et la plateforme infrastructurelle, (ii) reconstituer les capacités productives des populations et (iii) apporter un appui pour sécuriser la réalisation des investissements stratégiques.

Axe 4 : promotion de la cohésion sociale, de la consolidation de la paix et la déradicalisation

Cet axe ambitionne de s'attaquer aux causes profondes des conflits et aux atteintes des droits de l'homme. Pour ce faire, les actions prioritaires suivantes ont été retenues : (i) renforcer la communication pour le changement de mentalité, (ii) promouvoir le dialogue, la concertation et la production de connaissances et (iii) préserver les droits humains.

Axe 5 : pilotage et gestion du programme

Il vise à faciliter la coordination et la mise en œuvre du programme, en rapport avec les différentes parties prenantes et garantir un suivi rapproché et une évaluation des interventions du programme et la communication des résultats en direction des différents acteurs. L'axe comprend deux (02) actions prioritaires : (i) assurer la coordination, la gestion fiduciaire, le suivi-évaluation, la création et la gestion des connaissances et (ii) apporter un appui institutionnel et un renforcement des capacités de plaidoyer et communication au programme.

2.2.3. Dispositif de pilotage et de suivi du PUS-BF

Pour réussir sa mise en œuvre, le programme a adopté une approche intégrée et territorialisée qui s'opérationnalise à travers un dispositif multi-acteurs et très collaboratif qui facilite la coordination des actions au niveau central et au niveau des régions.

Les acteurs clés de mise en œuvre du programme peuvent être regroupés en trois (03) catégories, à savoir : (i) les ministères et les CT des six (06) régions administratives du programme, (ii) les projets d'urgence de la matrice d'action prioritaire du PUS-BF à savoir le Projet d'urgence de développement territorial et de résilience (PUDTR), le Projet communautaire de relèvement et de stabilisation au Sahel (PCRSS) et le Programme d'appui au développement des économies locales (PADEL) et (iii) les agences du Système des Nations unies à travers les projets du Fonds de consolidation de la paix (Peace building Fund ou PBF).

Le dispositif de pilotage et de suivi global du programme comprend : (i) le Conseil d'orientation stratégique (COS) qui est l'organe de pilotage du programme et (ii) les Comités de suivi (CS) qui assurent le suivi rapproché du programme aux niveaux régional, provincial et communal. Par souci de rationalisation, les Cadres de concertation (CC) classiques (à caractère global) tiennent lieu de CS. Au niveau communal, le dispositif implique le Secrétaire Général de la Mairie et le Conseil villageois du développement (CVD) pour assurer le suivi de proximité. Une Unité de coordination (UC) a été créée au niveau du ministère chargé de l'économie et elle est appuyée par les Points focaux (PF) des ministères et des DREP. En effet, au sein de chaque département ministériel concerné ou région administrative concernée, une personne est désignée Point focal (PF) du programme et celle-ci est responsable de la programmation des actions/activités, du suivi de leur mise en œuvre, de la centralisation et de la capitalisation des bilans d'exécution et de leur transmission périodique au niveau de l'UC du PUS-BF. Les PF des DREP assurent les liens avec les CT et l'UC du PUS-BF.

III. SITUATION DES PPD DE PAIX ET DEVELOPPEMENT

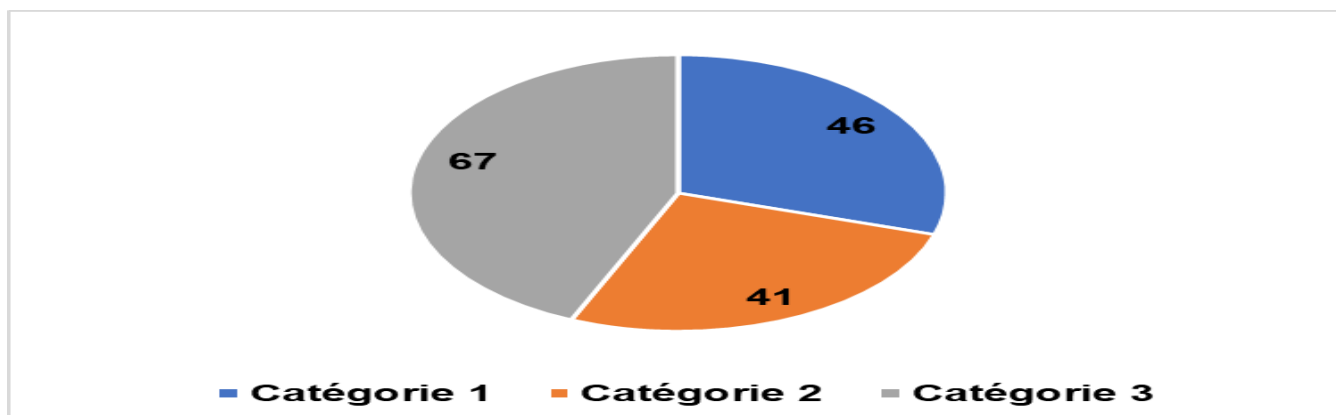
Ce point traite des cinq (05) aspects suivants : (i) la situation des PPD de paix et développement selon la catégorie, (ii) la situation des PPD de paix et développement par secteur de planification, (iii) la situation des PPD de paix et développement par domaine d'intervention, (iv) la situation des PPD de paix et développement selon la source et le volume de financement et (v) la situation des PPD de paix et développement selon le ministère de tutelle technique.

3.1. Situation des PPD de paix et développement selon la catégorie

Conformément au décret N°2021-1383/PRES/PM/MEFP du 31 décembre 2021 portant réglementation générale des projets et programmes de développement exécutés au Burkina Faso, les PPD sont repartis en quatre (04) catégories en fonction de leur rattachement institutionnel et de leur mode de gestion.

Des données collectées, il ressort qu'un total de 154 PPD interviennent en matière de paix et développement dans les treize (13) régions. Les détails sont présentés dans le graphique ci-dessous.

Graphique 1 : Nombre de PPD de paix et développement par catégorie



Source : BGB/Méridien, données terrain, novembre 2024

Le graphique ci-dessus montre que les PPD de catégorie 3 sont les plus nombreux, soit 67 PPD, représentant une proportion de 43,5%. Ils sont suivis des PPD de catégorie 1 au nombre de 46 (29,9%) et de catégorie 2 au nombre de 41 (26,6%). L'on note également qu'il n'existe pas de PPD de catégorie 4 (PPD exécutés en mode partenariat public-privé) réalisant des actions en paix et développement dans les différentes régions.

S'agissant de la répartition des 154 PPD en paix et développement par région, les détails sont présentés dans le tableau qui suit.

Tableau 1 : Situation des PPD en paix et développement exécutés dans les régions selon la catégorie

Région	Catégorie 1	Catégorie 2	Catégorie 3	Total région
Boucle du Mouhoun	32	30	32	94
Cascades	25	20	24	69
Centre	25	20	21	66
Centre-Est	26	25	27	78
Centre-Nord	29	22	33	84
Centre-Ouest	28	26	25	79
Centre-Sud	25	21	18	64
Est	31	28	34	93
Hauts-Bassins	27	26	27	80
Nord	29	27	34	90
Plateau Central	27	20	30	77
Sahel	27	22	34	83
Sud-Ouest	24	23	31	78

Source : BGB/Méridien, données terrain, novembre 2024

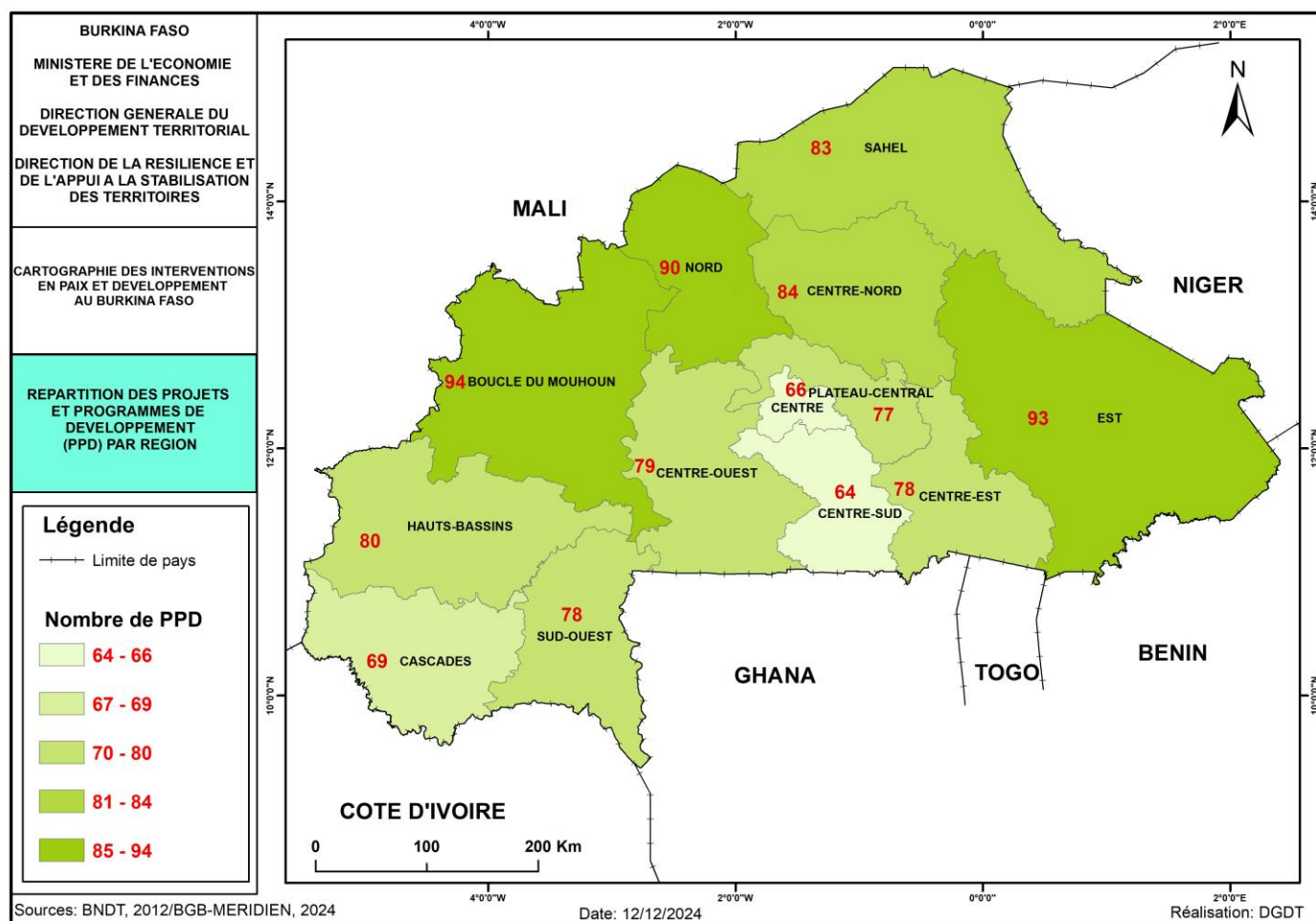
Il convient de noter qu'il existe des PPD qui interviennent dans plusieurs régions. En effet, de l'analyse de la répartition des PPD en paix et développement selon la zone d'intervention, il ressort que :

- quinze (15) PPD interviennent chacun dans une seule région ;
- vingt-un (21) PPD interviennent chacun dans deux (02) régions ;
- quatorze (14) PPD interviennent chacun dans trois (03) régions ;
- vingt-sept (27) PPD interviennent chacun dans quatre (04) régions ;
- sept (07) PPD interviennent chacun dans cinq (05) régions ;
- huit (08) PPD interviennent chacun dans six (06) régions ;
- cinq (05) PPD interviennent chacun dans sept (07) régions ;
- trois (03) PPD interviennent chacun dans huit (08) régions ;
- trois (03) PPD interviennent chacun dans neuf (09) régions ;
- deux (02) PPD interviennent chacun dans onze (11) régions ;
- quarante-neuf (49) PPD interviennent chacun dans les treize (13) régions.

En somme, il apparaît que 139 PPD interviennent chacun dans plusieurs régions. Aussi, l'on note que dix (10) régions enregistrent chacune plus de soixante-dix (70) PPD intervenant en matière de paix et de développement.

La carte qui suit présente la répartition du nombre de PPD en paix et développement intervenant dans les treize (13) premières régions du Burkina Faso.

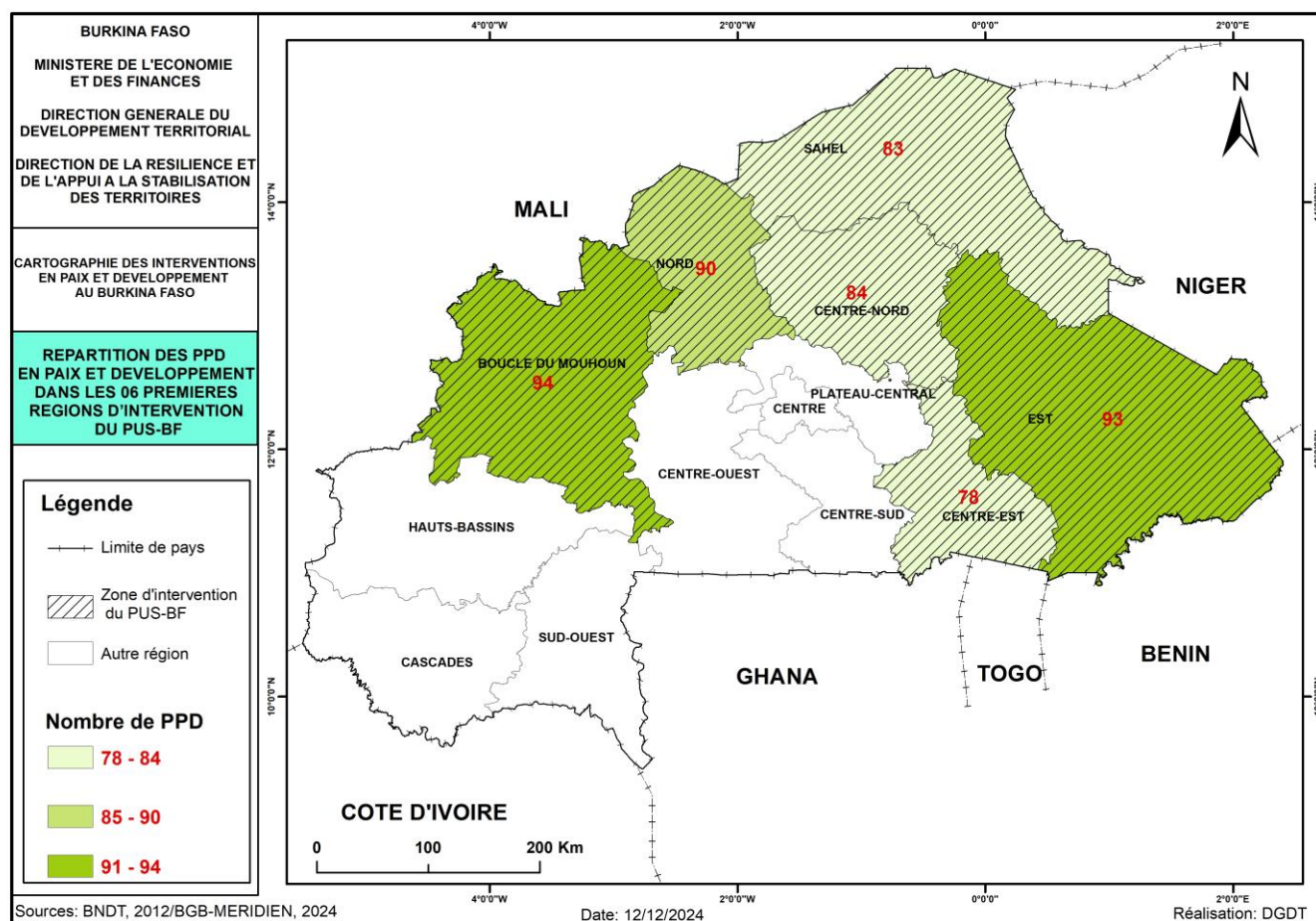
Carte 1 : Répartition du nombre de PPD en paix et développement par région



Par ailleurs, il ressort que parmi les dix (10) régions qui enregistrent le plus de PPD, l'on compte les six (06) premières régions d'intervention du PUS-BF, à savoir le Sahel, le Nord, le Centre-Nord, la Boucle du Mouhoun, l'Est et le Centre-Est.

La carte qui suit présente la répartition du nombre de PPD de paix et développement intervenant dans les six (06) premières régions d'intervention du PUS-BF.

Carte 2 : Répartition du nombre de PPD de paix et développement dans les six (06) premières régions d'intervention du PUS-BF



3.2. Situation des PPD de paix et développement par secteur de planification

Quatorze (14) secteurs de planification servent de base pour les différentes interventions au Burkina Faso, à savoir :

- Production agro-sylvo-pastorale (PASP) ;
- Transformations industrielles et artisanales (TIA) ;
- Infrastructures de transport, de communication et d'habitat (ITCH) ;
- Commerce et services marchands (CSM) ;
- Gouvernance économique (GE) ;
- Gouvernances administrative et locale (GAL) ;
- Education et formation (EF) ;
- Santé ;
- Défense et sécurité (DS) ;
- Environnement, eau et assainissement (EEA) ;
- Culture, sports et loisirs (CSL) ;
- Travail, emploi et protection sociale (TEPS) ;

- Justice et droits humains (JDH) ;
- Recherche et innovation (RI).

Par rapport à la présente étude, il a été retenu un secteur de planification prioritaire pour chaque PPD au regard du Ministère de tutelle technique, des objectifs et des actions. Les détails sont présentés dans le tableau qui suit.

Tableau 2 : Répartition des PPD de paix et développement selon le secteur de planification

N°	Secteur de planification	Nombre de PPD	Proportion (%)
1	DS	6	3,9
2	EEA	33	21,4
3	EF	8	5,2
4	GAL	13	8,4
5	GE	13	8,4
6	ITCH	6	3,9
7	JDH	3	1,9
8	PASP	46	29,9
9	Santé	4	2,6
10	TEPS	12	7,9
11	TIA	10	6,5
Total PPD		154	100

Source : BGB/Méridien, données terrain, novembre 2024

Du tableau ci-dessus, il ressort que les 154 PPD interviennent dans tous les secteurs de planification à l'exception de deux (02), à savoir Culture, sports et loisirs (CSL) et Recherche et innovation (RI).

Aussi, les PPD interviennent majoritairement dans les secteurs PASP et EEA avec des proportions respectives de 29,9% et 21,4%. Le secteur qui enregistre le plus faible nombre de PPD est JDH avec une proportion de 1,9%.

3.3. Situation des PPD de paix et développement par domaine d'intervention

Les actions des PPD en matière de paix et développement exécutés dans les différentes régions concernent un ou plusieurs domaines d'intervention. Cependant, un seul domaine prioritaire d'intervention a été retenu pour chaque PPD dans le cadre de la présente étude. Le tableau ci-dessous présente la situation des PPD selon le domaine d'intervention.

Tableau 3 : Répartition des PPD de paix et développement selon le domaine prioritaire d'intervention

N°	Domaine prioritaire d'intervention du PPD	Nombre de PPD	Proportion (%)
1	Cantines scolaires	1	0,6
2	Décentralisation	9	5,8
3	Droits humains	6	3,9
4	Eau potable et assainissement	12	7,8
5	Education	4	2,6
6	Emploi	3	1,9
7	Energie	6	3,9
8	Formation professionnelle	1	0,6
9	Gestion des flux migratoires	1	0,6
10	Gestion durable des ressources naturelles	13	8,4
11	Gestion intégrée des ressources en eau	3	1,9
12	Gouvernance financière	3	1,9
13	Hygiène et assainissement	1	0,6
14	Infrastructures routières	5	3,2
15	Infrastructures sanitaires	4	2,6
16	Infrastructures socio-économiques	8	5,2
17	Justice	1	0,6
18	Micro, petites et moyennes entreprises (MPME)	2	1,3
19	Mines	1	0,6
20	Mobilisation des ressources internes	1	0,6
21	Paix et cohésion sociale	6	3,9
22	Production, transformation et commercialisation des PFNL	1	0,6
23	Productions agro-pastorales et halieutiques	45	29,2
24	Protection de l'enfance	4	2,6
25	Protection sociale	1	0,6
26	Résilience	4	2,6
27	Sécurité	4	2,6
28	Services sociaux de base	2	1,3
29	Transformations industrielles	1	0,6
30	Transition digitale	1	0,6
Total		154	100,0

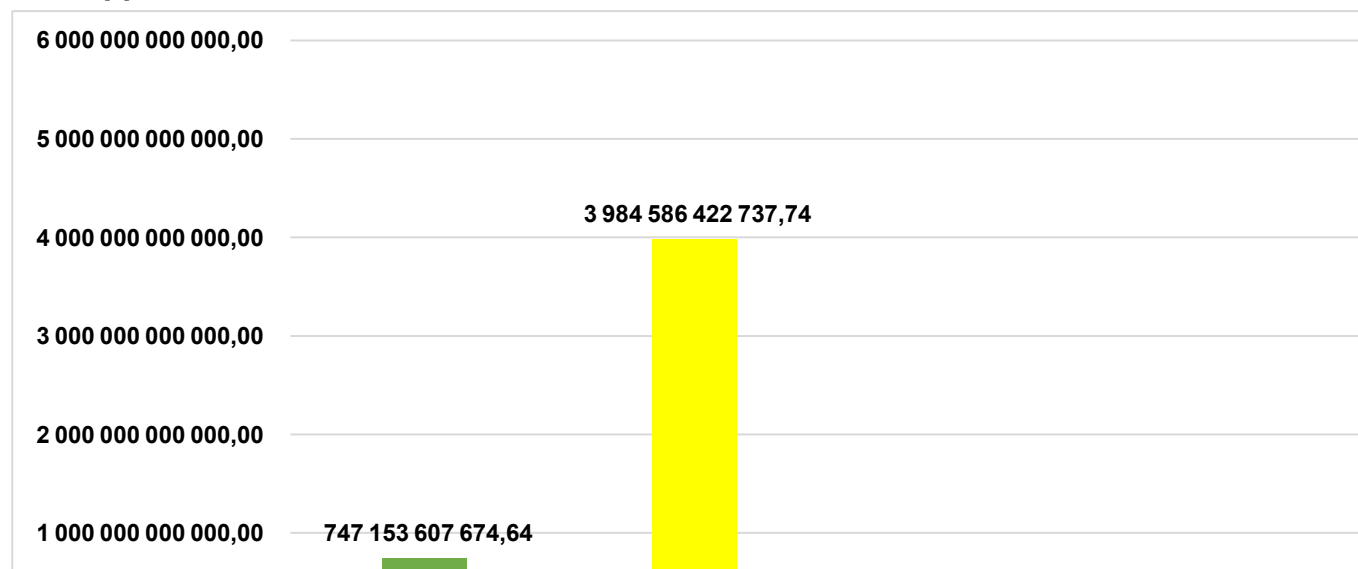
Source : BGB/Méridien, données terrain, novembre 2024

Du tableau ci-dessus, il ressort que les 154 PPD interviennent dans trente (30) domaines prioritaires. Le domaine qui enregistre le plus de PPD est celui des productions agro-pastorales et halieutiques avec 45 PPD, soit 29,2%.

3.4. Situation des PPD de paix et développement selon la source et le volume de financement

Les sources de financement des PPD de résilience et de stabilisation exécutés dans les treize (13) régions sont principalement l'Etat, les Partenaires techniques et financiers (PTF), les bénéficiaires et d'autres sources. Les détails sont présentés dans le tableau qui suit.

Graphique 2 : Répartition du volume global de financement des PPD de paix et développement selon la source en FCFA



Source : BGB/Méridien, données terrain, novembre 2024

Des données du graphique ci-dessus, il ressort que le volume d'investissement des 154 PPD s'élève à 4 906,9 milliards de FCFA répartis comme suit :

- 747 153 674,64 FCFA (15,23%) pour l'Etat (les PPD exclusivement financés par l'Etat et les contreparties nationales pour les PPD à financement extérieur) ;
- 3 984 586 422 737,74 FCFA (81,20%) pour les PTF ;
- 68 016 253 972 FCFA (1,39%) pour les bénéficiaires ;
- 107 141 731 420 FCFA (2,18%) pour les autres sources de financement.

Le financement des PPD par les PTF se fait sous forme de prêt, de don ou les deux (02) à la fois. Aussi, il apparaît que le financement des PPD de paix et de développement est assuré à plus de 80% par les PTF dont les principaux sont les suivants :

- Ministères des affaires étrangères, du commerce et du développement (MAECD) du Canada ;
- Agence danoise de développement international (DANIDA) ;
- Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) ;
- Agence espagnole pour la Coopération internationale au développement (AECID) ;
- Agence française de développement (AFD) ;

- Agence italienne de coopération pour le développement ;
- Agence japonaise de coopération internationale (JICA) ;
- Agence suédoise d'aide au développement international (ASDI) ;
- Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) ;
- Association internationale de développement (IDA) ;
- Banque africaine de développement (BAD) ;
- Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) ;
- Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) ;
- Banque islamique de développement (BID) ;
- Banque mondiale (BM) ;
- Banque ouest africaine de développement (BOAD) ;
- BRAM ;
- Caritas Danemark ;
- Centre d'études et de coopération internationale (CECI) ;
- Coopération allemande (BMZ, GIZ et KFW) ;
- Coopération belge au développement ;
- Coopération néerlandaise (Pays-Bas) ;
- Coopération suisse ;
- Corée du Sud /Agence coréenne de coopération internationale (KOICA) ;
- Fondation ONE DROP ;
- Fondation PATRIP ;
- Fonds africain de développement (FAD) ;
- Fonds de solidarité pour le développement (FSD) ;
- Fonds INL des Etats Unis ;
- Fonds international de développement agricole (FIDA) ;
- Fonds Koweïtien pour le développement économique arabe (FKDEA) ;
- Fonds pour l'environnement mondial (FEM) ;
- Fonds vert pour le climat (FVC) ;
- Funding windows ;
- GPOBA ;
- IAEAR ;
- IAMGOLD ;
- IBR ;

- IFP
- Inde ;
- LLF ;
- OFID ;
- OSS ;
- PBF ;
- Programme alimentaire mondial (PAM) ;
- Programme des nations unies pour le développement (PNUD) ;
- PROGREEN ;
- Région Wallonne ;
- République populaire de Chine ;
- SEFA ;
- UNCDF ;
- UNFPA ;
- UNICEF ;
- Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) ;
- Union européenne (UE) ;
- WAEP ;
- Woord En Daad.

S'agissant des PPD de catégorie 3, ils sont mis en œuvre par les principales ONG/AD et Fondations suivantes :

- Union fraternelle des croyants de Dori (UFC-DORI) ;
- Organisation catholique pour le développement économique et sociale (OCADES Caritas Burkina) ;
- Helvetas ;
- Organisation néerlandaise de développement (SNV) ;
- Organisation internationale pour les migrations (OIM)
- Action contre la Faim (ACF) ;
- Association Tin Tua (ATT) ;
- WU-PAKUWE ;
- Search For Common Ground (SFCG),
- Terre des hommes (Tdh) ;
- Mercy Corps ;
- Oxfam au Burkina Faso ;
- Noddé Nooto ;
- Vétérinaires sans frontières (VSF) Belgique ;

- Alliance technique d'assistance au développement (ATAD) ;
- Fédération nationale de groupements naam (FNGN) ;
- Association formation développement ruralité (AFDR) ;
- ONG SOS SAHEL International.

Par rapport aux autres sources de financement identifiées au niveau de quelques PPD, elles portent sur :

- les apports de la Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso (CCI-BF) ;
- les apports de la Société nationale d'électricité du Burkina (SONABEL).
- les financements des Institutions de micro-finance (IMF) sous forme de subvention.

Par rapport à la répartition du financement selon la catégorie, il ressort que 60,89% des ressources totales sont destinés au financement des interventions des PPD en paix et développement de catégorie 2. Les détails sont présentés dans le tableau qui suit.

Tableau 4 : Répartition du volume de financement des PPD de paix et développement selon la catégorie

Catégorie	Montant en FCFA					Proportion (%)
	Etat	PTF	Bénéficiaires	Autres	Total	
1	312 686 427 647,64	746 043 313 565,00	21 357 593 471,00	-	1 080 087 334 683,64	22,01
2	375 493 836 300,00	2 511 979 511 444,00	36 088 347 344,00	64 376 039 666,00	2 987 937 734 754,00	60,89
3	58 973 343 727,00	726 563 597 728,74	10 570 313 157,00	42 765 691 754,00	838 872 946 366,74	17,10
Total	747 153 607 674,64	3 984 586 422 737,74	68 016 253 972,00	107 141 731 420,00	4 906 898 015 804,38	100,00

Source : BGB/Méridien, données terrain, novembre 2024

3.5. Situation des PPD de paix et développement selon le ministère de tutelle technique

Les PPD de paix et développement sont logés dans un programme budgétaire et leur tutelle technique est assurée par des départements ministériels. Le tableau suivant présente la répartition des PPD selon le ministère de tutelle technique.

Tableau 5 : Répartition des PPD de paix et développement selon le ministère de tutelle technique

Ministère de tutelle technique	Nombre de PPD	Proportion (%)
MAHSN	9	5,84
MARAH	46	29,87
MATM	13	8,44
MEBAPLN	7	4,55
MEEA	33	21,43
MEF	13	8,44
MEMC	7	4,55
MICA	3	1,95
MID	5	3,25
MJDH	3	1,95
MS	4	2,60
MSECU	6	3,90
MSJE	4	2,60
MTDPCE	1	0,65
Total	154	100

Source : BGB/Méridien, données terrain, novembre 2024

Le tableau ci-dessus montre que la tutelle technique de la majorité des PPD en paix et développement est assurée par deux (02) ministères, à savoir le Ministère de l'agriculture et des ressources animales et halieutiques (MARAH) et le Ministère de l'environnement, de l'eau et de l'assainissement (MEEA) avec des proportions respectives de 29,87% et 21,43%.

IV. FACTEURS DE FRAGILITES ET DE CONFLITS PAR REGION

Les différentes régions du Burkina Faso font face à plusieurs facteurs de fragilité qui sont déclinées dans les lignes qui suivent.

- ❖ **le chômage, la misère et la pauvreté des populations (des jeunes surtout)** : ils prédisposent les couches les plus vulnérables de la population à répondre favorablement aux idéologies des terroristes ;
- ❖ **la porosité des frontières terrestres** : elle est propice à l'infiltration du territoire ainsi qu'au trafic d'armes qui s'est accru dans la sous-région avec les crises dans certains pays ;
- ❖ **la recrudescence du grand banditisme** : elle est caractérisée par les attaques à main armée et pourrait faire le lit aux activités des terroristes ;
- ❖ **les conflits communautaires** : un conflit communautaire est un conflit qui oppose deux (2) ou plusieurs groupes de personnes liés entre eux par un lien affectif ou une communauté d'intérêts. Les conflits communautaires connus au Burkina Faso, selon le rapport de l'étude sur l'état des lieux des conflits communautaires sont les suivants : (i) le conflit agriculteurs/éleveurs, (ii) le conflit foncier, (iii) le conflit lié à la chefferie traditionnelle, (iv) le conflit intra religieux, (iv) le conflit interreligieux, (vi) le conflit interethnique, (vii) le conflit minier, (viii) le conflit politique, (ix) le conflit lié à l'eau et (x) le conflit lié au terrorisme. Les conflits communautaires soulèvent des difficultés de coexistence pacifique entre les communautés. Ils traduisent l'intolérance et une faillite des mécanismes de médiation et de résolution pacifique des différends ;
- ❖ **le trafic de drogues** : de par sa position carrefour en Afrique de l'Ouest, le Burkina Faso se présente comme une zone de trafic et de transit des drogues en provenance essentiellement des pays limitrophes et de la sous-région ;
- ❖ **l'emploi anarchique d'explosifs et du cyanure sur les sites miniers** : il constitue un défi sécuritaire qui doit interpeller les Gouvernants du pays. La fabrication des explosifs et des produits chimiques entrant dans le cadre de l'exploitation minière, principalement l'or, fait actuellement beaucoup de victimes sur les sites, pollue l'environnement et expose la population aux attaques terroristes par le fait que les attentats à l'explosif est le mode d'action qu'ils privilégient. Quant au cyanure, produit extrêmement toxique, il est beaucoup utilisé dans l'orpaillage. Les conséquences néfastes sur la santé des utilisateurs, la pollution des sols et des nappes phréatiques constituent un défi majeur de développement durable pour le Burkina Faso ;
- ❖ **le trafic et la commercialisation de liqueurs frelatées** : la commercialisation de liqueurs de qualité douteuse, communément appelées « frelatés » ou encore « frelons », fait incontestablement partie des domaines d'activités prospères, en ce moment, au Burkina Faso. Jadis importés, ces alcools font aujourd'hui l'objet d'un trafic transfrontalier et d'une production locale aux contours très nébuleux. Des unités de

fabrication opérant dans une clandestinité déroutante déversent dans les villes et les campagnes, des quantités énormes de ces produits, dont une part de la production échappe à tout contrôle de qualité⁹. Sur le plan individuel, les consommateurs s'exposent au cancer et à des attaques du système nerveux à cause des substances très nocives, comme le méthanol contenu dans les liqueurs mal distillées. Sur le plan social et économique, ce fléau affecte la capacité de travail de l'individu. A l'échelle nationale, cela joue sur la productivité des paysans dans les campagnes et impacte, de ce fait, négativement sur la sécurité alimentaire du pays ;

- ❖ **les flux migratoires incontrôlés** : confronté au phénomène qui se manifeste aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur, le Burkina Faso se présente comme un pays d'origine et de destination. A l'intérieur, de nombreuses personnes issues des zones rurales se déplacent vers les grands centres urbains, principalement Ouagadougou et Bobo-Dioulasso, à la recherche d'emplois décents et de meilleures conditions de vie. L'on assiste aussi à un exode rural lié au changement climatique et à la dégradation de l'environnement vers les champs et autres exploitations agricoles des régions les plus favorisées du Sud, et vers les sites d'exploitation minière. S'agissant des mouvements vers l'extérieur, autant le Burkina Faso reçoit des personnes en provenance des pays voisins, autant ses populations vont vers d'autres pays à la recherche de meilleures conditions de vie. Pour ce qui concerne l'émigration, les principales destinations en Afrique sont la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée équatoriale et le Gabon. Les mouvements à destination des pays occidentaux sont plus orientés vers l'Italie, l'Espagne et depuis peu vers l'Amérique du Nord. Un flux est également observé ces dernières années vers des pays de la péninsule arabique. Les causes majeures de ces migrations sont essentiellement liées aux difficultés existentielles (la pauvreté, la faim, les maladies, le chômage) et aux calamités de toute nature ;
- ❖ **l'incivisme** : au Burkina Faso, l'on relève des actes d'incivisme et d'incivilité de plus en plus grandissants, qui se traduisent par des destructions de biens, des remises en cause de l'autorité publique, etc. La montée de l'incivisme pourrait être liée à l'ignorance, à l'analphabétisme, au manque de culture démocratique et civique ;
- ❖ **l'extrémisme religieux** : la radicalisation progressive de la société religieuse burkinabè est constatable sur le terrain. L'on enregistre de plus en plus, des comportements sociaux telles que l'intolérance religieuse intercommunautaire et l'affirmation d'attitudes ostensiblement communautaristes ;
- ❖ **la corruption** : la corruption apparaît comme un mal général. C'est un phénomène réel, même si en comparant la situation avec celle qui prévaut dans d'autres pays, celle-ci semble moins critique. Sans être exhaustives, les causes du phénomène sont d'ordre social ou économique, liées à l'ignorance, à l'analphabétisme, à la perte de repères culturels, au délitement des valeurs morales et sociales. En constituant un facteur qui contribue à saper le développement par des dysfonctionnements induits dans les

différents secteurs d'activités, la corruption est un véritable problème de gouvernance et de sécurité nationale auquel il convient de trouver des solutions idoines ;

- ❖ **les changements climatiques** : les effets des changements climatiques se ressentent et continueront de se ressentir principalement dans la gestion et l'exploitation des ressources en eau, des terres cultivables, des ressources alimentaires, des ressources énergétiques, entre autres. La raréfaction des ressources naturelles constituera, selon de nombreux analystes, un facteur d'exacerbation des tensions aussi bien entre les Etats d'une même région qu'à l'intérieur de certains Etats. Au Burkina Faso, des conflits récurrents opposant agriculteurs et éleveurs d'une part et, agriculteurs entre eux d'autre part, tirent plus ou moins directement leurs origines dans la raréfaction des ressources naturelles ;
- ❖ **le faible système de gouvernance** : cela crée une instabilité chronique, ou l'Etat est incapable de protéger les citoyens et leurs biens, d'assurer le contrôle de ses frontières et l'ensemble du territoire, de satisfaire aux exigences de base des personnes, de créer un environnement favorable à la diversité et à la cohabitation. L'état se trouve de ce fait incapable de lutter contre l'injustice et la corruption, de respecter les droits humains ou, de mettre en place des institutions démocratiques durables ;
- ❖ **la persistance de la fracture numérique** : les retards enregistrés au plan de l'utilisation des Technologies de l'information et de la communication (TIC) impactent négativement sur la croissance économique, la protection sociale et les formes de gouvernement dans les pays en développement ;
- ❖ **la persistance des pesanteurs socio-culturelles** : en dépit des nombreuses politiques, stratégies et actions, les pesanteurs socio-culturelles, surtout celles défavorables aux femmes et aux jeunes continuent d'être des freins à la promotion d'un développement socio-économique durable et inclusif dans les différentes régions du Burkina Faso.

V. CONTRAINTES ET DIFFICULTES RENCONTREES DANS LA MISE EN ŒUVRE DES INTERVENTIONS DE PAIX ET DEVELOPPEMENT

Plusieurs difficultés entravent la bonne exécution des PPD de paix et développement sur le terrain. Ces difficultés sont présentées dans les lignes qui suivent en fonction des acteurs impliqués dans l'exécution desdits PPD.

5.1. Contraintes d'ordre général

Les contraintes d'ordre général majeures rencontrées dans la mise en œuvre des PPD de paix et développement sont les suivantes :

- l'accès difficile à certains sites du fait de la situation sécuritaire ;
- les changements institutionnels ayant entraîné la suspension des décaissements par certains partenaires ;
- l'inflation qui a entraîné un renchérissement des prix ;
- la faible maîtrise des procédures de passation des marchés par certains acteurs ;
- le déblocage tardif ou l'absence même de déblocage de la contrepartie nationale.

5.2. Difficultés liées aux prestataires de services

Les difficultés de mise en œuvre des PPD de paix et développement liées aux prestataires de services sont les suivantes :

- les défaillances de certains entrepreneurs et fournisseurs ;
- les faibles capacités organisationnelle, matérielle et financière de certaines entreprises chargées de l'exécution des travaux ;
- le retard occasionné par les contentieux récurrents liés aux attributions de certains marchés ;
- le non-respect des délais contractuels par certaines entreprises ;
- les incidents de chantiers qui entraînent souvent l'arrêt des travaux ;
- la faible maîtrise des procédures de contractualisation.

5.3. Difficultés liées aux PTF

S'agissant des difficultés d'exécution des PPD de paix et développement liées aux PTF, elles se présentent comme suit :

- le décaissement tardif des ressources financières ;
- la suspension des décaissements sur une partie de l'année 2022 suite aux changements institutionnels ;
- la multiplicité des Avis de non objection (ANO) qui sont demandés dans la procédure de passation des marchés ;
- la longueur du délai de traitement des dossiers de décaissement et de demande de paiement direct ;
- le non aboutissement des processus d'appel d'offre pour certaines réalisations ;
- les retards de paiement des avances et des factures des entreprises ;

- les lenteurs/retards dans l'obtention des ANO ;
- l'absence/la faible de synergie d'actions entre les PTF qui conduit à la mise en œuvre des activités dites de doublons.

5.4. Difficultés liées aux Unités de gestion des PPD de paix et développement

Les difficultés liées aux unités de gestion des PPD de paix et développement se présentent comme suit :

- la production tardive des pièces justificatives par certains partenaires de mise en œuvre des PPD ;
- la non appropriation du décret N°2021-1383/PRES/PM/MEFP du 31 décembre 2021 portant réglementation générale des projets et programmes de développement exécutés au Burkina Faso ;
- la non maîtrise des procédures de certains PTF ;
- l'insuffisance de communication et de coordination ;
- le retard dans l'opérationnalisation des équipes projet de certains PPD ;
- la mobilité du personnel ;
- la non désagrégation du budget et des activités annuelles par région dans le Document de conception du projet (DCP) rendant difficile le rapportage annuel par région.

5.5. Difficultés liées à l'administration

Les difficultés de mise en œuvre des PPD de paix et développement liées à l'administration se présentent comme suit :

- la faible mobilisation de ressources financières pour les PPD financés exclusivement par le budget de l'Etat ;
- l'instabilité du budget de l'Etat ;
- l'insuffisance des ressources pour le suivi et l'évaluation des PPD ;
- les retards dans le traitement des dossiers par certains acteurs de la chaîne de passation des marchés ;
- la non sécurisation des sites devant accueillir les investissements ;
- les difficultés dans la mobilisation de la contrepartie financière nationale ;
- l'insuffisance des ressources pour financer les études de faisabilité des PPD.

5.6. Difficultés liées aux bénéficiaires

Relativement aux bénéficiaires, les difficultés rencontrées dans l'exécution des PPD de paix et développement sont les suivants :

- le départ de certains bénéficiaires des zones d'intervention des PPD ;
- le refus de certains propriétaires terriens de céder leurs terres pour la réalisation des infrastructures ;
- la faible mobilisation des contributions financières des bénéficiaires finaux due au faible que les PTF n'ont pas la même stratégie de financement des activités ;
- la difficulté de mobilisation du foncier pour certaines réalisations ;
- le retard dans l'occupation des infrastructures par les bénéficiaires/la non fonctionnalité de certaines infrastructures.

VI. SOLUTIONS EN VUE DE RENFORCER LE LEADERSHIP NATIONAL POUR MIEUX FEDERER LES INTERVENTIONS DE PAIX ET DEVELOPPEMENT

Face aux difficultés en termes de leadership et de synergie rencontrées dans la mise en œuvre des PPD de paix et développement, les propositions suivantes sont formulées :

- améliorer le fonctionnement du cadre national et des cadres locaux des PPD de paix et développement ;
- renforcer le dispositif de suivi et d'évaluation des PPD de paix et développement (collecte régulière de données désagrégées et actualisées) ;
- renforcer le rôle de l'Etat en matière de coordination des interventions de paix et développement ;
- renforcer le suivi et l'évaluation des PPD de paix et développement ;
- renforcer les capacités techniques des acteurs intervenant sur les questions de paix et développement.

VII. RECOMMANDATIONS POUR AMELIORER LA MISE EN ŒUVRE DES PPD DE PAIX ET DEVELOPPEMENT

Au regard des difficultés rencontrées dans l'exécution des PPD de paix et développement, les recommandations suivantes sont formulées.

❑ Recommandations d'ordre général :

- renforcer de manière continue les capacités des acteurs afin de leur offrir les rudiments de base de la gestion des marchés publics en général ;
- assurer le suivi en ligne des activités dans les zones à fort défi sécuritaire ;
- délocaliser certaines activités des PPD de paix et développement dans les zones plus accessibles afin d'éviter de perdre les financements ;
- utiliser les animateurs endogènes et des entreprises locales dans les zones à fort défis sécuritaire pour la conduite de certaines activités ;
- poursuivre les actions de sécurisation du territoire.

❑ Recommandations en réponses aux difficultés liées aux prestataires de service :

- appliquer rigoureusement les procédures de passation de marchés publics ;
- suivre de manière rapprochée les prestataires et les interpeller en cas de besoin ;
- assurer un suivi rapproché des travaux et appliquer les sanctions prévues dans les clauses contractuelles ;
- faire respecter les clauses des contrats signés ;
- développer des techniques adaptatives au regard de la crise sécuritaire ;
- renforcer les capacités techniques des prestataires ;
- prendre des mesures coercitives à l'encontre des entreprises défaillantes ;
- assurer un traitement diligent des mandats pour le paiement des prestataires ;

- assurer le suivi très rapproché du niveau d'exécution des travaux ;
- assurer la liquidation régulière des décomptes ;
- renforcer la communication avec les prestataires de service.

❑ Recommandations adressées aux PTF :

- réduire le nombre et les délais de délivrance des ANO ;
- faire diligence dans le traitement des dossiers de décaissement ;
- accompagner les Collectivités territoriales (CT) pour une bonne maîtrise des procédures des bailleurs de fonds ;
- augmenter des budgets en vue de tenir compte des réalités terrain de certaines activités ;
- renforcer la concertation avec les prestataires ;
- diligenter le traitement des dossiers ;
- mettre tous les documents contractuels (contrats, conventions, mémorandums etc.) à la disposition des unités des gestion des PPD ;
- définir un seuil nécessitant une demande d'ANO.

❑ Recommandations adressées aux unités de gestion des PPD de paix et développement :

- assurer la production de manière diligente des pièces justificatives de mise en œuvre des PPD ;
- renforcer leurs capacités sur les procédures des PTF ;
- renforcer la communication et la coordination ;
- opérationnaliser les équipes projet des PPD dans de meilleurs délais ;
- assurer la motivation du personnel ;
- assurer la désagrégation du budget et des activités annuelles par région.

❑ Recommandations adressées à l'administration :

- disponibiliser les ressources financières conséquentes pour le suivi et l'évaluation des PPD de paix et développement ;
- assurer le déblocage à temps des ressources de la contrepartie nationale ;
- revoir les délais de traitement des dossiers au niveau des acteurs de la chaîne de passation des marchés ;
- sécuriser les sites devant accueillir les investissements ;
- renforcer dans la mobilisation des ressources propres (financements innovants et endogènes) ;
- diversifier les partenariats ;
- mobiliser les ressources nécessaires pour financer les études de faisabilité des PPD de paix et développement ;
- réduire les délais de passation des marchés.

❑ Recommandations adressées aux bénéficiaires :

- faire des plaidoyers pour l'augmentation des ressources financières allouées à l'exécution des PPD de paix et développement ;

- renforcer le niveau de participation dans la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des PPD de paix et développement ;
- mobiliser le foncier pour la réalisation des investissements ;
- assurer le suivi citoyen des PPD de paix et développement ;
- assurer la mobilisation de leurs contributions financières nécessaires à l'exécution des investissements ;
- assurer l'occupation et l'exploitation des infrastructures réalisées.

CONCLUSION

Des données collectées et analysées, il ressort que pour la période 2024 et au-delà, 154 PPD de paix et développement interviennent dans les treize (13) régions du Burkina Faso, avec 67 PPD (43,5%) de catégorie 3, 46 PPD (29,9%) de catégorie 1 et 41 PPD (26,6%) de catégorie 2.

Les régions de la Boucle du Mouhoun, de l'Est, du Nord et du Sahel enregistrent le plus grand nombre de PPD. Les régions qui enregistrent le moins de PPD sont celles des Cascades et du Centre.

Aussi, l'on note que les 154 PPD interviennent majoritairement dans les secteurs PASP et EEA avec des proportions respectives de 29,9% et 21,4%.

En outre, il ressort que les 154 PPD interviennent dans trente (30) domaines prioritaires, avec 45 PPD (29,2%) intervenant dans le domaine des productions agro-pastorales et halieutiques.

Au plan du financement, l'étude montre que le coût de mise en œuvre des 154 PPD s'élève à 4 906,9 milliards de FCFA, soit 747 153 674,64 FCFA (15,23%) pour l'Etat, 3 984 586 422 737,74 FCFA (81,20%) pour les PTF, 68 016 253 972 FCFA (1,39%) pour les bénéficiaires et 107 141 731 420 FCFA (2,18%) pour les autres sources de financement. La répartition du financement selon la catégorie indique que 60,89% des ressources totales sont destinés au financement des interventions des PPD en paix et développement de catégorie 2.

Quant à la tutelle technique des PPD de paix et développement, il ressort qu'elle est majoritairement assurée deux (02) ministères, à savoir le MARAH et le MEEA avec des proportions respectives de 29,87% et 21,43%.

De plus, le rapport a identifié les différents facteurs de fragilités et de conflits des régions du Burkina Faso.

Par ailleurs, les contraintes et difficultés rencontrées dans l'exécution des PPD de paix et résilience ont été identifiées.

Enfin, plusieurs recommandations ont été formulées en vue d'une part, de renforcer le leadership national pour mieux fédérer les interventions de paix et développement et d'autre part, d'améliorer la mise en œuvre des PPD de paix et développement d'autre part.

BIBLIOGRAPHIE

❑ Lois, décrets et arrêtés

Loi n°024-2018/AN du 28 mai 2018 portant loi d'orientation sur l'aménagement et le développement durable du territoire au Burkina Faso

Loi N°034-2018/AN du 27 juillet 2018 portant pilotage et gestion du développement

Décret N°2021-1383/PRES/PM/MEFP du 21 décembre 2021 portant réglementation générale des projets et programmes de développement exécutés au Burkina Faso

Décret N°2019-0794/PRES/PM/MINEFID du 31 juillet 2019 portant adoption de la stratégie d'extension du programme d'urgence pour le Sahel

Décret N°2022-0009/PRES/PM/MEFP du 20 janvier 2022 portant allègement des mesures relatives à la passation, à l'exécution, à la réception et au paiement des marchés publics et des délégations de service public dans le cadre de la mise en œuvre du Programme d'Urgence pour le Sahel

Arrêté N°2022-000218/MEFP/SG/DGDT du 09 janvier 2022 portant prorogation du Programme d'urgence pour le Sahel pour la période 2022-2024

❑ Rapports

MEFP, Programme d'urgence pour le Sahel au Burkina Faso (PUS-BF) 2022-2024, avril 2022

Document final du Programme d'urgence pour le Sahel au Burkina Faso (PUS-BF) 2017-2020, juin 2017

MEFP, Cartographie des interventions en matière de résilience et de stabilisation des territoires du Burkina Faso, novembre 2023

MINEFID, Rapport sur la cartographie des PTF intervenant dans la zone du PUS-BF, mai 2019

Rapport d'exécution 2022 du PUS-BF, produit en juin 2023

MEFP, Rapport d'exécution 2021 du PUS-BF, février 2022

MINEFID, Rapport consolidé 2017-2020 du PUS-BF, novembre 2021

MINEFID, Rapport annuel 2018 du PUS-BF, mars 2019

MINEFID, Rapport d'activités 2017 du PUS-BF, mai 2028

MEFP, Document de travail des onzièmes assises de l'Assemblée générale (AG) des projets et programmes de développement, avril 2024

Rapport introductif des onzièmes assises de l'Assemblée générale (AG) des projets et programmes de développement, avril 2024

Rapports introductifs des treize (13) Assemblées régionales (AR) des PPD

Rapports consolidés d'évaluation des performances des PPD des Assemblées sectorielles

ANNEXES

Annexe 1 : Liste des structures touchées pour la collecte des données

N°	Structure
1	DGDT
2	DGEP
3	DGCOOP
4	DGESS/MARAH
5	DGESS/MICA
6	DGESS/MEEA
7	DGESS/MAHSN
8	DGESS/MATM
9	DGESS/MS
10	DGESS/MEBAPLN
11	DGESS/MUH
12	DGESS/MSECU
13	DGESS/MEMC
14	DGESS/MID
15	SPONG

Annexe 2 : Liste des PPD de paix et développement intervenant dans les 13 régions

N°	Intitulé du PPD	Sigle du PPD	Catég orie du PPD	Objectif global	Ministère de tutelle techniqu e	Secteur de plani ficat ion priorit aire du PPD	Domaine d'intervention prioritaire du PPD	Date de début	Date de fin	Régions d'intervention														Coût du PPD en FCFA					PTF/ Bailleurs
										B M H	C A S	CENT RE	CE S	CN R	C O S	CS D	E S T	H B S	NR D	PL C	S H L	SU O	Etat	PTF	Bénéfici aires	Autre s	Total		
1	DEVELOPPE MENT RURAL INTEGRE AVEC UN ACCENT PARTICULIE R SUR LE RENFORCE MENT DE LA RESILIENCE ET LA PROMOTION DE LA PAIX	-	3	Développement rural	MARA H	PASP	Productions agro- pastorales et halieutiques	2022	2024													1		-	455 964 634	-	-	455 964 634	UFC-DORI
2	Épanouisse ment socio- économique des populations vulnérables au Sahel	ESEPV- SAHEL	3	Améliorer l'épanouisse ment socio- économique des populations vulnérables	MEEA	EEA	Services sociaux de base	2022	2028													1		1 557 500 000	15 130 000 000	1 023 500 000	-	17 711 000 000	MAECD, IAMGOLD et Fondation ONE DROP
3	FEMMES ET JEUNES EN ACTION POUR DES ÉCOSYSTÈM ES DURABLES	FAED	3	Renforcer la résilience des femmes et des jeunes face aux CC	MEEA	EEA	Gestion durable des ressources naturelles	2024	2030													1		-	10 898 937 330	-	-	10 898 937 330	MAECD
4	Gouvernance Locale et Cohésion sociale	GoLCos	3	Contribuer à renforcer la cohésion sociale par une gouvernance inclusive et participative dans les collectivités territoriales cibles	MATM	GAL	Décentralis ation	2020	2025	1	1			1	1			1	1	1		1	1	-	10 457 794 518	-	-	10 457 794 518	Pays-Bas, PNUD et IAMGOLD
5	Mobilité Pastorale transfrontaliè re apaisée et Stabilité Sociale au Sahel	MOPSS	3	Améliorer la production pastorale et la stabilité sociale	MARA H	PASP	Productions agro- pastorales et halieutiques	2023	2026		1							1	1			1		-	1 978 275 080	-	-	1 978 275 080	SNV

N°	Intitulé du PPD	Sigle du PPD	Catégorie du PPD	Objectif global	Ministère de tutelle technique	Secteur de planification prioritaire du PPD	Domaine d'intervention prioritaire du PPD	Date de début	Date de fin	Régions d'intervention														Coût du PPD en FCFA					PTF/ Bailleurs
										B M H	C AS	CENT RE	CE S	CN R	C OS	CS D	E ST	H BS	NR D	PL C	S HL	SU O	Etat	PTF	Bénéficiaires	Autres	Total		
6	Portefeuille Thématique Climat Sahel – Burkina Faso	PTCS/BF	3	Améliorer la gestion intégrée des ressources naturelles	MEEA	EEA	Gestion durable des ressources naturelles	2022	2026				1	1							1			-	12 395 751 000	-	-	12 395 751 000	Royaume de Belgique et Région Wallonne
7	Projet Identification rapprochement analyse de police	IRAPOL	1	Mettre en place un système d'informations mutualisé au profit de tous les acteurs de la sécurité nationale sans exclusion	MSEC U	DS	Sécurité	2020	2024	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	38 740 000 000	-	-	-	38 740 000 000	-	
8	Programme «Cohésion Sociale, Sécurité et Etat de Droit»	CoSED	3	Contribuer à la construction d'un Burkina Faso pacifique et inclusif, basé sur la sécurité humaine et qui promeut le renforcement de la justice et la protection des droits humains avec une approche sensible au genre	MSEC U	DS	Paix et cohésion sociale	2019	2025	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	-	29 179 958 000	-	-	29 179 958 000	Coopération Suédoise, Coopération Allemande, PNUD, fonds INL de l'ambassade des Etats Unis, fonds PBF et funding windows		
9	Programme agroalimentaire pour la résilience intégrée et le développement économique du sahel	Pro-ARIDES	3	Contribuer à une résilience, une sécurité alimentaire et des revenus des ménages agricoles et agro-pastoraux accrus	MARA H	PASP	Productions agro-pastorales et halieutiques	2021	2025	1					1		1		1			-	1 886 429 290	-	-	1 886 429 290	Ministère des affaires étrangères du Pays-Bas et DANIDA		
10	Programme Cohésion et Résilience des Communautés	COHERENCE	3	Améliorer la résilience et le bien-être des communautés vulnérables	MATM	GAL	Paix et cohésion sociale	2022	2026												1	-	39 508 842	-	-	39 508 842	Caritas internationale Belgique/OC ADES Caritas Burkina		
11	Programme conjoint Sahel en réponse	SD3C	2	Renforcer de manière durable la	MARA H	PASP	Productions agro-pastorales	2021	2024	1									1		1	-	5 328 662	-	-	5 328 662	FIDA et Pays-Bas		

N°	Intitulé du PPD	Sigle du PPD	Catégorie du PPD	Objectif global	Ministère de tutelle technique	Secteur de planification prioritaire du PPD	Domaine d'intervention prioritaire du PPD	Date de début	Date de fin	Régions d'intervention																Coût du PPD en FCFA					PTF/Bailleurs
										B M H	C A S	CEN T R E	CE S	CN R	C O S	CS D	E S T	H B S	NR D	PL C	S H L	SU O	Etat	PTF	Bénéficiaires	Autres	Total				
	aux Défis COVID-19, Conflits et Changements climatiques			résilience des populations rurales les plus vulnérables de la région du Sahel afin d'atténuer la crise COVID-19, les conflits et le changement climatique			et halieutiques																	000			000				
12	Programme d'Amélioration des Moyens d'Existence Durables en milieu rural »	PAMED	3	Améliorer les moyens d'existence durable des ménages agrosylvo-pastoraux	MEEA	EEA	Gestion durable des ressources naturelles	2020	2024	1					1								397 104 300	2 945 108 054	134 175 000	3 008 271 014	6 484 658 368	PNUD, Inde et Window Funding			
13	Programme d'Approvisionnement en Eau et d'Assainissement	PAEA	1	Améliorer l'accès aux services d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement	MEEA	EEA	Eau potable et assainissement	2019	2025	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	16 802 000 000	162 600 000 000	18 428 000 000	-	197 830 000 000	BM			
14	Programme d'Approvisionnement en Eau Potable et Assainissement dans les petites et moyennes villes dans les Régions de la Boucle du Mouhoun, des Cascades, des Hauts-Bassins et du Sud-Ouest	AEPA - 4R	3	Assurer de manière durable l'approvisionnement en eau potable des localités concernées	MEEA	EEA	Eau potable et assainissement	2021	2026	1	1						1				1	1 475 903 250	30 174 022 000	-	-	31 649 925 250	KFW				
15	Programme d'Appui à l'Emploi des Jeunes	PAEJ	3	16 500 emplois directs sont créés et 4 500 emplois de l'économie informelle sont consolidés	MSJE	TEPS	Emploi	2021	2025	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	14 911 681 000	-	-	-	14 911 681 000	-			

N°	Intitulé du PPD	Sigle du PPD	Catégorie du PPD	Objectif global	Ministère de tutelle technique	Secteur de planification prioritaire du PPD	Domaine d'intervention prioritaire du PPD	Date de début	Date de fin	Régions d'intervention														Coût du PPD en FCFA					PTF/ Bailleurs
										B M H	C AS	CENT RE	CE S	CN R	C OS	CS D	E ST	H BS	NR D	PL C	S HL	SU O	Etat	PTF	Bénéficiaires	Autres	Total		
16	Programme d'Appui à la Compétitivité de l'Afrique de l'Ouest – Volet Burkina Faso	PACAO-BF	3	Contribuer à la transformation structurelle de l'économie par la production de biens et services compétitifs à plus haute valeur ajoutée pour assurer la croissance, la création d'emplois qualifiés et durables ainsi que l'augmentation des exportations et des revenus	MICA	TIA	Transformations industrielles	2019	2024	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	-	4 500 000 000	-	500 000 000	5 000 000 000	UE
17	Programme d'appui à la décentralisation et à la participation citoyenne	DEPAC	3	Rendre les communes et les régions capables de fournir de meilleurs services publics, améliorant l'accès équitable et égal aux services de base pour les hommes et les femmes et facilitant les activités économiques	MATM	GAL	Décentralisation	2022	2026						1		1		1		1		-	11 780 000 000	-	-	11 780 000 000	Coopération suisse	
18	Programme d'appui à la prévention des conflits et de l'extrémisme violent dans les zones frontalières du Bénin, du Burkina Faso et du Togo, Phase 2	PEV 2	3	Contribuer au renforcement de la cohésion sociale et à l'amélioration de la résilience des populations des zones frontalières du Bénin, du Burkina Faso et du Togo face aux conflits communautaires et à la propagation du	MATM	GAL	Paix et cohésion sociale	2023	2025					1			1						-	927 728 770	-	-	927 728 770	PBF	

N°	Intitulé du PPD	Sigle du PPD	Catégorie du PPD	Objectif global	Ministère de tutelle technique	Secteur de planification prioritaire du PPD	Domaine d'intervention prioritaire du PPD	Date de début	Date de fin	Régions d'intervention														Coût du PPD en FCFA					PTF/ Bailleurs
										B M H	C AS	CENT RE	CE S	CN R	C OS	CS D	E ST	H BS	NR D	PL C	S HL	SU O	Etat	PTF	Bénéfici aires	Autre s	Total		
				radicalisme et de l'extrémisme violent																									
19	Programme d'Appui à la Promotion de l'Entrepreneuriat Agricole	PAPEA	2	Promouvoir l'entrepreneuriat agricole au profit des jeunes, des femmes et des groupes vulnérables	MARAH	PASP	Productions agro-pastorales et halieutiques	2019	2030			1			1			1	1				-	17 000 000 000	-	-	17 000 000 000	Coopération Suisse	
20	Programme d'Appui à la Résilience des Jeunes, des Enfants, et des Femmes – Personnes Déplacées Internes	PARJEF–PDI	3	Contribuer à une meilleure insertion sociale et économique des enfants, des jeunes et des femmes déplacées internes et des communautés les plus vulnérables affectées par la crise multidimensionnelle	MAHSN	TEPS	Résilience	2022	2025	1								1	1		1	-	185 357 956	-	-	185 357 956	Caritas Danemark/O CADES Caritas Burkina		
21	Programme d'appui à la valorisation des produits forestiers non ligneux Phase 3	PFNL3	3	Améliorer durablement les revenus des ménages ruraux et péri-urbains pour la gestion durable et la valorisation des PFNL	MEEA	EEA	Production, transformation et commercialisation des PFNL	2021	2024					1	1			1		1	1	570 000 000	5 951 806 500	-	-	6 521 806 500	Coopération suisse et coopération néerlandaise		
22	Programme d'appui au développement des économies locales	PADEL	2	Contribuer à l'amélioration des conditions socio-économiques des populations à la base	MEF	GE	Infrastructures socio-économiques	2016	2025	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	158 449 410 000	237 674 115 000	-	-	396 123 525 000	BOAD, UEMOA, PNUD et BM		

N°	Intitulé du PPD	Sigle du PPD	Catégorie du PPD	Objectif global	Ministère de tutelle technique	Secteur de planification prioritaire du PPD	Domaine d'intervention prioritaire du PPD	Date de début	Date de fin	Régions d'intervention														Coût du PPD en FCFA					PTF/Bailleurs
										B M H	C AS	CENT RE	CE S	CN R	C OS	CS D	E ST	H BS	NR D	PL C	S HL	SU O	Etat	PTF	Bénéficiaires	Autres	Total		
23	Programme d'Appui au Système National de Décentralisation	SYNAD	1	Contribuer au renforcement des capacités des collectivités territoriales pour impulser le développement économique local et à la fourniture des services de base accessibles aux populations	MATM	GAL	Décentralisation	2023	2026	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	-	6 076 000 000	-	-	6 076 000 000	Coopération suisse
24	Programme d'appui aux déplacés internes et de renforcement de la résilience des communes d'accueil	PDICA	3	Améliorer les conditions de vie sociale des personnes déplacées internes et de la population vulnérable dans certaines communes d'accueil de la région du Centre Nord	MATM	GAL	Décentralisation	2021	2024					1										-	2 295 849 500	-	-	2 295 849 500	GIZ
25	Programme d'identification unique pour l'intégration et l'inclusion régionale en Afrique de l'Ouest (WURI) au Burkina Faso	WURI	1	Faciliter l'accès aux services par le développement d'une plateforme d'identification de base (fID)	MTDP CE	ITCH	Transition digitale	2021	2026	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	-	48 116 800 000	-	-	48 116 800 000	BM	
26	Programme d'Appui au Développement Sanitaire	PADS	2	Contribuer au financement performant de la mise en œuvre du PNDS 2021-2030	MS	Santé	Infrastructures sanitaires	2021	2025	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	-	368 522 526 286	-	-	368 522 526 286	BM	

N°	Intitulé du PPD	Sigle du PPD	Catégorie du PPD	Objectif global	Ministère de tutelle technique	Secteur de planification prioritaire du PPD	Domaine d'intervention prioritaire du PPD	Date de début	Date de fin	Régions d'intervention														Coût du PPD en FCFA					PTF/Bailleurs
										B M H	C A S	CENT RE	CE S	CN R	C O S	CS D	E S T	H B S	NR D	PL C	S H L	SU O	Etat	PTF	Bénéficiaires	Autres	Total		
27	Programme d'appui régional à l'initiative pour l'irrigation au Sahel-Burkina Faso	PARIIS-BF	2	Améliorer la capacité des parties prenantes à développer et gérer l'irrigation et à accroître les superficies irriguées en suivant une approche régionale basée sur les « solutions » dans les pays participants du Sahel	MARAH	PASP	Productions agro-pastorales et halieutiques	2018	2024	1		1			1				1					1 712 175 000	15 096 000 000	-	-	16 808 175 000	IDA et GPOBA
28	Programme de coopération entre le Burkina Faso et le Royaume de Belgique 2023-2027	-	3	Renforcer la résilience socio-économique, l'accès aux services de base et la cohésion sociale des populations vulnérables, en particulier des femmes et des jeunes et des personnes marginalisées, au Burkina Faso	MEF	GE	Infrastructures socio-économiques	2023	2027					1	1			1			1			-	22 597 500 000	-	-	22 597 500 000	Royaume de Belgique
29	Programme de Développement durable des exploitations Pastorales du Sahel Burkina	PDPS	2	Contribuer à la réduction de la pauvreté et au renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations vulnérables	MARAH	PASP	Productions agro-pastorales et halieutiques	2018	2026	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1 764 000 000	-	-	-	1 764 000 000	Banque islamique de développement (BID)
30	Programme de Gestion Intégrée des Ressources en Eau phase 2	P-GIRE II	1	Contribuer durablement à la satisfaction des besoins en eau douce des usagers et des écosystèmes aquatiques	MEEA	EEA	Gestion intégrée des ressources en eau	2021	2025	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	4 330 413 164	8 819 999 990	1 989 290 571	-	15 139 703 725	DANIDA et Suède

N°	Intitulé du PPD	Sigle du PPD	Catégorie du PPD	Objectif global	Ministère de tutelle technique	Secteur de planification prioritaire du PPD	Domaine d'intervention prioritaire du PPD	Date de début	Date de fin	Régions d'intervention														Coût du PPD en FCFA					PTF/ Bailleurs
										B M H	C AS	CENT RE	CE S	CN R	C OS	CS D	E ST	H BS	NR D	PL C	S HL	SU O	Etat	PTF	Bénéficiaires	Autres	Total		
31	Programme de réalisation des infrastructures socio-économiques	PRISE	1	Contribuer au développement du capital humain et des infrastructures routières	MEF	GE	Infrastructures socio-économiques	2020	2025	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	31 989 733 000	-	-	-	31 989 733 000	-
32	Programme de Relèvement et Renforcement de la Résilience	P3R	3	Contribuer à renforcer les capacités de résilience des populations les plus vulnérables	MAHS N	TEPS	Résilience	2023	2027	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	-	21 983 711 927	-	-	21 983 711 927	PNUD, PBF, Suède et Italie	
33	Programme de résilience des systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest, Composante Burkina Faso	PRSA-BF	2	Accroître la préparation à l'insécurité alimentaire et améliorer la résilience des acteurs du système alimentaire, des paysages prioritaires et des chaînes de valeur dans les zones du programme	MARA H	PASP	Productions agro-pastorales et halieutiques	2021	2026	1			1		1	1	1	1	1				1 249 796 000	51 019 200 000	6 174 048 000	13 605 120 000	72 048 164 000	BM	
34	Programme de Resilience et de Cohésion Sociale au Sahel	PROGRES S	3	Contribuer à améliorer les conditions de vie, la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et face aux conflits, la cohésion sociale des populations vulnérables dans les régions les plus fragiles des frontières entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger	MARA H	PASP	Paix et cohésion sociale	2020	2024	1							1						-	3 851 446 856	-	-	3 851 446 856	UE	
35	Programme	PDCS	3	Améliorer les	MATM	GAL	Décentralis	2021	2024								1					1	-	5	-	-	5	GIZ	

N°	Intitulé du PPD	Sigle du PPD	Catégorie du PPD	Objectif global	Ministère de tutelle technique	Secteur de planification prioritaire du PPD	Domaine d'intervention prioritaire du PPD	Date de début	Date de fin	Régions d'intervention														Coût du PPD en FCFA					PTF/ Bailleurs
										B M H	C AS	CENT RE	CE S	CN R	C OS	CS D	E ST	H BS	NR D	PL C	S HL	SU O	Etat	PTF	Bénéfici aires	Autre s	Total		
	Décentralisation et Cohésion Sociale			services communaux axés sur la demande et pertinente pour la cohésion sociale			ation																	247 656 000			247 656 000		
36	Programme Développement de l'Agriculture	PDA/GIZ	3	Améliorer la performance des acteurs (trices) des chaînes de valeur du riz, du manioc et du soja en tenant compte des pratiques de production respectueuses de l'environnement et de l'agroécologie	MARAH	PASP	Productions agro-pastorales et halieutiques	2022	2025		1		1				1	1				1	242 704 090	7 149 931 300	-	-	7 392 635 390	Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ)	
37	Programme intégré de développement et d'adaptation au changement climatique dans le bassin du Niger	PIDACC/BN	2	Contribuer à améliorer la résilience des écosystèmes du fleuve Niger et des populations par une gestion durable des ressources naturelles	MEEA	EEA	Gestion durable des ressources naturelles	2019	2025	1			1	1	1		1	1		1	1		1 040 158 141	8 074 137 000	171 191 000	-	9 285 486 141	FVC, UE, FAD, FEM et Coopération régionale FEM	
38	Programme mise en œuvre des droits de l'enfant au Burkina Faso	PRO-ENFANT/ GIZ	3	Promouvoir les droits de l'enfant	MAHSN	TEPS	Protection de l'enfance	2022	2024								1					1	-	2 624 000 000	-	-	2 624 000 000	Ministère fédéral allemand de la Coopération	
39	Programme national d'appui à l'autonomisation des ménages pauvres et vulnérables	PAMPV	1	Contribuer à l'accroissement de l'accès des ménages pauvres et vulnérables aux filets sociaux productifs	MAHSN	TEPS	Protection sociale	2024	2029	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	55 198 670 000	57 300 000 000	-	-	112 498 670 000	BM et KFW (PAM-UNICEF)	
40	Programme	PREGOL	2	Contribuer à	MATM	GAL	Décentralis	2024	2029	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	43	90	-	-	133	IDA	

N°	Intitulé du PPD	Sigle du PPD	Catégorie du PPD	Objectif global	Ministère de tutelle technique	Secteur de planification prioritaire du PPD	Domaine d'intervention prioritaire du PPD	Date de début	Date de fin	Régions d'intervention														Coût du PPD en FCFA					PTF/Bailleurs
										B M H	C AS	CENT RE	CE S	CN R	C OS	CS D	E ST	H BS	NR D	PL C	S HL	SU O	Etat	PTF	Bénéficiaires	Autres	Total		
	pour la résilience, la gouvernance locale et les services de Base	S		améliorer la prestation des services de base et les performances institutionnelles des entités publiques locales ciblées			ation																380 000 000	000 000 000			380 000 000		
41	Programme Resilience in the Sahel Enhanced	RISE II	3	Permettre aux personnes chroniquement vulnérables de faire efficacement face aux chocs et aux contraintes et de trouver des moyens durables pour sortir de la pauvreté	MARAH	PASP	Productions agro-pastorales et halieutiques	2019	2024			1		1			1			1	1	1	-	840 132 256	-	-	840 132 256	Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID)	
42	Programme Saoudien de forages, de Puits et de développement rural en Afrique Phase V	PSFA	1	Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations rurales	MEEA	EEA	Eau potable et assainissement	2021	2024		1						1						407 000 000	2 500 000 000	-	-	2 907 000 000	FSD	
43	Programme Territoire et Compétences : Accompagner la Résilience du Sahel et du Centre-Nord	PTCAR	3	Promouvoir l'insertion économique, la résilience et la cohésion sociale des populations des régions Centre-Nord et Sahel	MSJE	TEPS	Emploi	2022	2025					1							1		-	6 507 093 440	-	-	6 507 093 440	UE	

N°	Intitulé du PPD	Sigle du PPD	Catégorie du PPD	Objectif global	Ministère de tutelle technique	Secteur de planification prioritaire du PPD	Domaine d'intervention prioritaire du PPD	Date de début	Date de fin	Régions d'intervention														Coût du PPD en FCFA					PTF/ Bailleurs
										B M H	C AS	CENT RE	CE S	CN R	C OS	CS D	E ST	H BS	NR D	PL C	S HL	SU O	Etat	PTF	Bénéficiaires	Autres	Total		
44	Projet Maîtrise inclusive et participative des terres et de l'eau pour la paix	Projet Jam' Borders	3	Promouvoir la stabilité économique, politique et sociale et la résilience des communautés vivant dans des régions fragiles, notamment le long des frontières entre le Mali, le Niger et le Burkina Faso et de favoriser la résolution locale des conflits et la prévention de l'extrémisme violent	MARAH	PASP	Productions agro-pastorales et halieutiques	2022	2024												1			-	820 048 579	-	-	820 048 579	Fondation PATRIP
45	Projet « Appui au Renforcement de la Justice Militaire et de la Justice de Proximité pour lutter contre l'Impunité au Burkina Faso »	PARJI	3	Contribuer à améliorer le fonctionnement de la justice pour lutter contre le sentiment d'impunité au Burkina Faso	MJDH	JDH	Justice	2021	2024	1		1		1	1	1			1	1	1	1	-	3 930 000 000	-	-	3 930 000 000	UE	
46	Projet « Appui au Renforcement de la Justice Militaire et de la Justice de Proximité pour lutter contre l'Impunité au Burkina Faso »	AJUMJUP	3	Contribuer à améliorer le fonctionnement de la justice pour lutter contre le sentiment d'impunité au Burkina Faso	MJDH	JDH	Droits humains	2021	2024	1			1		1	1				1	1	1	-	3 930 000 000	-	-	3 930 000 000	UE	
47	Projet « Eau, CLE du Développement Durable » / GIRE	ECDD/GIRE	3	Renforcer la résilience climatique et économiques des communautés	MEEA	EEA	Gestion intégrée des ressources en eau	2024	2029	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	-	5 920 664 056	-	-	5 920 664 056	Pays-Bas	

N°	Intitulé du PPD	Sigle du PPD	Catégorie du PPD	Objectif global	Ministère de tutelle technique	Secteur de planification prioritaire du PPD	Domaine d'intervention prioritaire du PPD	Date de début	Date de fin	Régions d'intervention														Coût du PPD en FCFA					PTF/ Bailleurs
										B M H	C AS	CENT RE	CE S	CN R	C OS	CS D	E ST	H BS	NR D	PL C	S HL	SU O	Etat	PTF	Bénéficiaires	Autres	Total		
48	Projet « Eau, CLE du Développement Durable » / WASH	ECDD/WASH	3	Améliorer des communautés hôtes, des déplacés internes, des élèves et les patients en milieu rural à l'AEPHA	MEEA	EEA	Eau potable et assainissement	2024	2028	1	1						1	1						-	3 922 613 310	-	-	3 922 613 310	Pays-Bas
49	Projet « Fonds Enfants et Jeunes-Protection des Enfants et Formation des Jeunes »	FEJ-PEFJ	3	Contribuer à l'amélioration de la protection des filles et garçons vulnérables ainsi que la formation et l'autonomisation économiques des jeunes	MAHS N	TEPS	Protection de l'enfance	2024	2028				1				1			1		1	262 382 800	5 903 612 672	-	-	6 165 995 472	Coopération allemande (KFW)	
50	Projet « prévenir et lutter contre les violences sexuelles et sexistes des enfants au Burkina Faso »	BIIG-YI-NERE	3	Contribuer à réduire les violences sexuelles et sexistes chez les filles et les garçons au Burkina Faso	MAHS N	TEPS	Droits humains	2021	2026	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	-	3 848 405 440	-	-	3 848 405 440	MAECD et IBR		
51	Projet « Promotion d'une assurance climatique indicielle pour les petits exploitants agricoles au Burkina Faso »	PPACI-BF	2	Renforcer la résilience des petits agriculteurs	MEEA	EEA	Gestion durable des ressources naturelles	2020	2025	1											1	265 690 000	2 656 904 000	-	-	2 922 594 000	FEM et PNUD		
52	Projet « Renforcement de la Bonne Gouvernance Financière au Burkina Faso phase III »	PRBGF III	3	La traçabilité de la planification et de l'exécution budgétaires est améliorée	MEF	GE	Gouvernance financière	2021	2024	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	-	1 639 892 000	-	-	1 639 892 000	Coopération Allemande (BMZ)		

N°	Intitulé du PPD	Sigle du PPD	Catégorie du PPD	Objectif global	Ministère de tutelle technique	Secteur de planification prioritaire du PPD	Domaine d'intervention prioritaire du PPD	Date de début	Date de fin	Régions d'intervention															Coût du PPD en FCFA					PTF/ Bailleurs
										B M H	C A S	CENT RE	CE S	CN R	C O S	CS D	E S T	H B S	NR D	PL C	S H L	SU O	Etat	PTF	Bénéficiaires	Autres	Total			
53	Projet agriculture innovante, résiliente et performante	P-AIRP	1	Contribuer à l'accroissement des productions agricoles irriguées à travers la diffusion de systèmes de productions plus performants et résilients, adaptés au contexte de changement climatique	MARAH	PASP	Productions agro-pastorales et halieutiques	2021	2025	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	29 594 242 000		-	-	29 594 242 000	-		
54	Projet Amélioration de la sécurité alimentaire et de la protection des communautés vulnérables d'accueil et de déplacés internes dans la Boucle du Mouhoun et le Centre Nord		3	Améliorer la sécurité alimentaire	MARAH	PASP	Productions agro-pastorales et halieutiques	2024	2024	1				1									-	528 373 953	-	-	528 373 953	ND		
55	Projet Amélioration du Système Judiciaire et de l'Accès à la justice		1	Améliorer l'accès à la justice des groupes vulnérables	MJDH	JDH	Droits humains	2021	2025	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	-	4 249 112 000	-	-	4 249 112 000	Bureau des affaires internationales de stupéfiants et d'application de la loi du département d'État américain (INL)		
56	Projet Approche agro-écologique pour soutenir la résilience des petits producteurs au Burkina Faso	ProRES-Burkina	3	Favoriser l'accès aux techniques et technologies de production d'engrais organiques	MARAH	PASP	Productions agro-pastorales et halieutiques	2022	2024	1	1				1			1		1		1	-	1 433 605 881	-	-	1 433 605 881	AGRA		

N°	Intitulé du PPD	Sigle du PPD	Catégorie du PPD	Objectif global	Ministère de tutelle technique	Secteur de planification prioritaire du PPD	Domaine d'intervention prioritaire du PPD	Date de début	Date de fin	Régions d'intervention														Coût du PPD en FCFA					PTF/ Bailleurs
										B M H	C AS	CENT RE	CE S	CN R	C OS	CS D	E ST	H BS	NR D	PL C	S HL	SU O	Etat	PTF	Bénéficiaires	Autres	Total		
57	Projet Appui au renforcement des capacités et du rôle des femmes et des jeunes filles dans le processus de transition et de consolidation de la paix	-	3	Renforcer la contribution effective des femmes et des jeunes filles aux instances de décision aux plans national, régional et local, et une meilleure participation aux processus politiques et de consolidation de la paix au Burkina Faso	MAHS N	TEPS	Droits humains	2023	2026															-	2 700 000 000	-	-	2 700 000 000	PNUD, UNFPA et UNCDF
58	Projet Appui aux efforts de reboisement par la mise au point de méthodes de multiplication végétative à moindre coût au Burkina Faso	PARMEV / BF	3	Accroître les capacités productives des espèces agroforestières	MEEA	EEA	Gestion durable des ressources naturelles	2021	2025	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1 827 052 000	-	-	-	1 827 052 000	-
59	Projet Appui aux initiatives locales de promotion de la paix	AILP	3	Contribuer à renforcer les capacités des organisations de la société civile locale pour promouvoir des initiatives locales de paix positive et une gestion non violente des conflits	MATM	GAL	Paix et cohésion sociale	2022	2024	1							1		1		1		-	386 725 800	-	-	386 725 800	UNPBF/PBF	
60	Projet Autonomisation et résilience des femmes et des jeunes dans les chaînes de valeur lait et riz au Burkina Faso	-	3	Renforcer la résilience, l'influence et l'autonomie des femmes et des jeunes (18-35 ans) ruraux dans des chaînes de valeur lait et riz porteuses, équitables et durables au Burkina Faso	MARA H	PASP	Productions agro-pastorales et halieutiques	2022	2026		1	1		1	1	1	1	1	1	1	1	1	-	588 355 371	-	-	588 355 371	Coopération Belge au Développement	

N°	Intitulé du PPD	Sigle du PPD	Catégorie du PPD	Objectif global	Ministère de tutelle technique	Secteur de planification prioritaire du PPD	Domaine d'intervention prioritaire du PPD	Date de début	Date de fin	Régions d'intervention														Coût du PPD en FCFA					PTF/ Bailleurs
										B M H	C AS	CENT RE	CE S	CN R	C OS	CS D	E ST	H BS	NR D	PL C	S HL	SU O	Etat	PTF	Bénéficiaires	Autres	Total		
61	Projet BENKADI	BENKADI	3	Améliorer l'efficacité des politiques publiques en matière d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets au Bénin, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Mali par une plus grande participation citoyenne, y compris celle des jeunes, des femmes et des personnes handicapées	MEEA	EEA	Gestion durable des ressources naturelles	2021	2025		1			1	1	1			1	1	1		-	3 000 000 000	-	-	3 000 000 000	Woord En Daad et le Ministère des affaires étrangères (MoFA) des Pays-Bas	
62	Projet Cantines Scolaires / Programme Alimentaire	PCS-PAM	1	Vise l'amélioration de l'accès, de la qualité de l'éducation et de la rétention scolaire	MEBA PLN	EF	Cantines scolaires	01/01/2019	31/12/2025	1				1			1	1	1	1			1 270 652 000	22 579 422 500	-	-	23 850 074 500	-	
63	Projet d'Accès à une Education Résiliente et Protectrice des enfants affectés par les crises sécuritaire et sanitaire au Nord du Burkina	PACER	3	Promouvoir l'éducation au profit des enfants affectés par les crises sécuritaires et sanitaires	MEBA PLN	EF	Protection de l'enfance	2021	2024										1	1		1	-	198 601 789	-	-	198 601 789	Agence espagnole pour la coopération internationale au développement (AECID)	
64	Projet d'Adduction en Eau Potable dans la Région de l'Est	PAEP-Est	1	Améliorer de façon durable l'accès à l'eau potable de 254 000 personnes dans la région Est, tout en renforçant la gouvernance du secteur	MEEA	EEA	Eau potable et assainissement	2017	2024								1						-	9 117 800 000	-	-	9 117 800 000	AFD	

N°	Intitulé du PPD	Sigle du PPD	Catégorie du PPD	Objectif global	Ministère de tutelle technique	Secteur de planification prioritaire du PPD	Domaine d'intervention prioritaire du PPD	Date de début	Date de fin	Régions d'intervention														Coût du PPD en FCFA					PTF/ Bailleurs
										B M H	C AS	CENT RE	CE S	CN R	C OS	CS D	E ST	H BS	NR D	PL C	S HL	SU O	Etat	PTF	Bénéfici aires	Autre s	Total		
65	Projet d'Adduction en Eau Potable dans les localités fragiles	PAEP LF	1	Contribuer à l'accès universel à l'eau potable des populations des localités impactées par le contexte sécuritaire et/ou à hydrogéologie difficile	MEEA	EEA	Eau potable et assainissement	2024	2024	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2 819 000 000	11 000 000 000	-	-	13 819 000 000	BOAD	
66	Projet d'Agriculture Contractuelle et de Transition Ecologique	PACTE	2	Satisfaire la demande alimentaire (en qualité et en quantité) par le développement de l'agriculture contractuelle, l'intensification écologique et la professionnalisation des acteurs	MARA H	PASP	Productions agro-pastorales et halieutiques	2019	2024	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	-	29 048 473 260	-	-	29 048 473 260	UE, KFW et AFD		
67	Projet d'amélioration de l'accès durable et équitable à l'eau potable par des systèmes multi-localités à travers une gestion intercommunale dans les régions de la Boucle du Mouhoun, des Hauts Bassins et des Cascades	PADEP-SML	3	Assurer un service durable et équitable à l'eau potable par des systèmes multi-localités	MEEA	EEA	Eau potable et assainissement	2022	2025	1	1							1					1 476 346 040	28 829 515 134	-	-	30 305 861 174	DANIDA et BM	

N°	Intitulé du PPD	Sigle du PPD	Catégorie du PPD	Objectif global	Ministère de tutelle technique	Secteur de planification prioritaire du PPD	Domaine d'intervention prioritaire du PPD	Date de début	Date de fin	Régions d'intervention														Coût du PPD en FCFA					PTF/ Bailleurs		
										B M H	C AS	CENT RE	CE S	CN R	C OS	CS D	E ST	H BS	NR D	PL C	S HL	SU O	Etat	PTF	Bénéficiaires	Autres	Total				
68	Projet d'Amélioration de l'Accès et de la Qualité de l'Education	PAAQE	2	Soutenir le Gouvernement du Burkina Faso à accroître l'accès à l'éducation préscolaire dans deux régions parmi les plus pauvres, et à l'enseignement secondaire, dans les cinq régions les plus pauvres, et d'améliorer le processus d'enseignement et d'apprentissage	MEBA PLN	EF	Education	07/07/1905	17/07/1905								1			1		1		1	190 000 000	75 000 000	-	-	76 190 000 000	BM	
69	Projet d'Amélioration de l'Education des Enfants en Situation de Handicap	PAEESH	2	Accroître l'accès et l'égalité d'éducation des enfants vulnérables, en mettant l'accent sur les enfants handicapés dans les cinq (5) régions les plus pauvres et la capitale Ouagadougou	MEBA PLN	EF	Protection de l'enfance	2021	2024				1	1			1		1	1		1	-	1 513 770 500	-	-	-	-	1 513 770 500	BM	
70	Projet d'amélioration de la productivité agricole par la conservation des eaux et des sols, Phase II	PACES II	1	Renforcer la sécurité alimentaire des ménages dans la zone d'intervention et leur résilience face aux changements climatiques	MARA H	PASP	Productions agro-pastorales et halieutiques	2020	2024								1				1			-	10 036 142 100	-	-	-	-	10 036 142 100	Coopération Financière Allemande (KfW)

N°	Intitulé du PPD	Sigle du PPD	Catégorie du PPD	Objectif global	Ministère de tutelle technique	Secteur de planification prioritaire du PPD	Domaine d'intervention prioritaire du PPD	Date de début	Date de fin	Régions d'intervention														Coût du PPD en FCFA					PTF/ Bailleurs		
										B M H	C AS	CENT RE	CE S	CN R	C OS	CS D	E ST	H BS	NR D	PL C	S HL	SU O	Etat	PTF	Bénéfici aires	Autre s	Total				
71	Projet d'Amélioration de la Qualité de l'Education par le Renforcement de la Collaboration Ecole-Communauté	PAQER-CEC	1	Promouvoir une éducation de qualité à travers la collaboration école-communauté par le renforcement de la base institutionnelle dans toutes les écoles primaires publiques du Burkina Faso	MEBA PLN	EF	Education	12/07/1905	17/07/1905												1					783 365 000	2 200 150 000	-	-	2 983 515 000	Agence japonaise de coopération internationale (JICA)
72	Projet d'Amélioration de la Résilience par le Petit Élevage	PARPEL	3	Améliorer les moyens de subsistance des ménages vulnérables	MARA H	PASP	Productions agro-pastorales et halieutiques	2022	2026						1								1		1	-	75 205 644	-	-	75 205 644	Coopération belge au développement
73	Projet d'amélioration de la situation nutritionnelle à travers l'agriculture	PASNA	1	Contribuer à l'amélioration de la situation nutritionnelle au moyen de l'agriculture	MARA H	PASP	Productions agro-pastorales et halieutiques	2021	2025	1													1	1	158 570 000	2 412 885 000	43 203 000	-	2 614 658 000	JICA	
74	Projet d'Amélioration des Services d'Eau Potable et d'Assainissement pour le Renforcement de la Résilience	PASEPA-2R	1	Contribuer à l'accès universel à l'eau potable	MEEA	EEA	Eau potable et assainissement	2023	2027							1	1			1	1	1			3 920 210 000	25 881 650 000	200 000 000	-	30 001 860 000	BAD	
75	Projet d'amélioration et de sécurisation de la production agricole	SECURAGRI	1	Contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages ruraux de la région de l'Est et de la Boucle du Mouhoun en renforçant leur résilience face aux changements climatiques et aux aléas économiques et sécuritaires	MARA H	PASP	Productions agro-pastorales et halieutiques	2021	2025	1															459 169 900	17 710 839 000	459 169 900	-	18 629 178 800	AFD	

N°	Intitulé du PPD	Sigle du PPD	Catégorie du PPD	Objectif global	Ministère de tutelle technique	Secteur de planification prioritaire du PPD	Domaine d'intervention prioritaire du PPD	Date de début	Date de fin	Régions d'intervention														Coût du PPD en FCFA					PTF/ Bailleurs
										B M H	C AS	CENT RE	CE S	CN R	C OS	CS D	E ST	H BS	NR D	PL C	S HL	SU O	Etat	PTF	Bénéfici aires	Autre s	Total		
76	Projet d'Apprentissage accéléré pour les Enfants et Adolescent(e)s non Scolarisé(e)s au Burkina Faso	PAAENS/ BFA	2	Soutenir les efforts du gouvernement pour assurer un accès accru des garçons et des filles non scolarisés, âgés de 9 à 12 ans, à une éducation inclusive et sensible au genre par le biais de la scolarisation accélérée et des écoles primaires	MEBA PLN	EF	Education	01/05/2023	31/12/2027	1			1			1	1		1	1	1		11 303 389 675	12 311 704 500	-	-	23 615 094 175	-	
77	Projet d'appui à l'emploi des jeunes et développement des compétences en milieu rural	PADEJ-MR	1	Contribuer à la création des conditions favorables d'une croissance économique plus inclusive à même de réduire le chômage et le sous-emploi des jeunes	MSJE	TEPS	Emploi	2019	2025	1				1	1				1				893 721 000	8 044 819 000	-	-	8 938 540 000	BAD	
78	Projet d'Appui à l'Entrepreneuriat, au développement des compétences et à l'adoption technologique	ECOTEC	3	Améliorer l'accès des petites et moyennes entreprises au financement, à la technologie et à une main-d'œuvre mieux formée	MICA	TIA	Micro, petites et moyennes entreprises (MPME)	2024	2029	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1		963 354 379	98 983 911 300	5 878 338 157	-	105 825 603 836	BM	

N°	Intitulé du PPD	Sigle du PPD	Catégorie du PPD	Objectif global	Ministère de tutelle technique	Secteur de planification prioritaire du PPD	Domaine d'intervention prioritaire du PPD	Date de début	Date de fin	Régions d'intervention														Coût du PPD en FCFA					PTF/ Bailleurs
										B M H	C AS	CENT RE	CE S	CN R	C OS	CS D	E ST	H BS	NR D	PL C	S HL	SU O	Etat	PTF	Bénéfici aires	Autre s	Total		
79	Projet d'appui à l'inclusion financière au Burkina Faso	PAIF	2	Accroître l'accès aux services financiers numériques et faciliter l'accès au crédit aux particuliers, aux agriculteurs, aux femmes et aux PME non desservis et mal desservis financièrement	MEF	GE	Gouvernance financière	2019	2025	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	701 286 000	60 500 000 000	-	-	61 201 286 000	BM	
80	Projet d'Appui à la Décentralisation et aux Collectivités Territoriales	PADCT	1	Contribuer significativement à l'amélioration durable et équitable des conditions de vie des populations de la Boucle du Mouhoun et de l'Est et à un climat social apaisé dans un contexte de vulnérabilité aux crises	MATM	GAL	Décentralisation	2021	2025	1							1						460 000 000	17 710 809 000	-	-	18 170 809 000	AFD	
81	Projet d'appui à la gestion de l'aide de l'Union Européenne pour le Burkina Faso	PAGA	1	Contribuer à accroître l'impact de l'aide communautaire sur le développement économique et social du Burkina Faso	MEF	GE	Infrastructures socio-économiques	2019	2026	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	229 585 000	1 803 881 750	-	-	2 033 466 750	UE	
82	Projet d'Appui à la Gestion du Stock d'Intervention	PAGSI	3	Contribuer à l'atteinte de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations vulnérables au Burkina Faso	MARAH	PASP	Productions agro-pastorales et halieutiques	2022	2026	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	25 213 735 000	-	-	-	25 213 735 000	-	

N°	Intitulé du PPD	Sigle du PPD	Catégorie du PPD	Objectif global	Ministère de tutelle technique	Secteur de planification prioritaire du PPD	Domaine d'intervention prioritaire du PPD	Date de début	Date de fin	Régions d'intervention														Coût du PPD en FCFA					PTF/Bailleurs
										B M H	C AS	CENT RE	CE S	CN R	C OS	CS D	E ST	H BS	NR D	PL C	S HL	SU O	Etat	PTF	Bénéficiaires	Autres	Total		
83	Projet d'appui à la promotion des filières agricoles	PAPFA	2	Améliorer la productivité et la production agricole et appuyer la valorisation et la commercialisation des produits agricoles	MARA H	PASP	Productions agro-pastorales et halieutiques	2018	2026	1	1							1						32 480 000	40 880 000 000	-	-	40 912 480 000	FIDA et OFID
84	Projet d'Appui à la Qualification et à la Professionnalisation des Acteurs Agricoles	PAQPA	1	Contribuer à l'amélioration de la productivité agricole à travers la formation professionnelle agricole et l'organisation des acteurs	MARA H	PASP	Productions agro-pastorales et halieutiques	2021	2025	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	-	8 101 123 000	-	-	8 101 123 000	ND	
85	Projet d'Appui à la Stabilisation de l'axe Ouagadougou - Kaya-Dori-Djibo, - Renforcement sécuritaire social et économique	OKDD	3	Contribuer à la stabilisation du Burkina Faso, à l'amélioration de la gouvernance locale et à la résilience des populations affectées dans les régions du Centre-Nord et du Sahel	MEF	GE	Infrastructures socio-économiques	2022	2027					1							1		-	32 797 850 000	-	-	32 797 850 000	UE	
86	Projet d'Appui au Développement de l'Entreprenariat Agricole	PADEA	1	Contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à la réduction de la pauvreté au Burkina Faso	MARA H	PASP	Productions agro-pastorales et halieutiques	2019	2024	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	-	6 293 850 000	-	-	6 293 850 000	Coopération suisse	

N°	Intitulé du PPD	Sigle du PPD	Catégorie du PPD	Objectif global	Ministère de tutelle technique	Secteur de planification prioritaire du PPD	Domaine d'intervention prioritaire du PPD	Date de début	Date de fin	Régions d'intervention																Coût du PPD en FCFA					PTF/ Bailleurs
										B M H	C A S	C E N T R E	C E S	C N R	C O S	C S D	E S T	H B S	N R D	P L C	S H L	S U O	Etat	PTF	Bénéficiaires	Autres	Total				
87	Projet d'Appui au Renforcement de la Gestion du Foncier et des Mines	PARGFM	2	Renforcer la capacité institutionnelle des secteurs foncier et minier à fournir des services plus efficacement et à favoriser l'inclusion sociale et l'intégration économique de la population	MEF	GE	Infrastructures socio-économiques	2021	2027	1		1			1			1						5 000 000 000	82 500 000 000	-	-	87 500 000 000	BM		
88	Projet d'appui au renforcement de la gestion du foncier et des mines (volet mine)	PARGFM	2	Améliorer les services nationaux d'administration foncière et minière, d'enregistrer les droits fonciers dans les communes sélectionnées et de favoriser un partage inclusif des bénéfices de l'exploitation minière	MEMC	TIA	Mines	2021	2027	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	-	85 500 000 000	-	-	85 500 000 000	IDA			
89	Projet d'assistance à la résilience des entreprises à valeur ajoutée de femmes au Burkina Faso	BRAVE Woman Burkina Faso	3	Contribuer à l'amélioration de la résilience des micros, petites et moyenne entreprises (MPME) détenues et /ou dirigées par des femmes, évoluant dans un contexte fragile, mais aussi des entreprises leaders et associations/coopératives (AOP) burkinabè dans les filières, en tant que moteurs potentiels pour l'innovation, l'emploi et l'amélioration du niveau de vie	MICA	TIA	Micro, petites et moyennes entreprises (MPME)	2022	2025	1		1						1	1				-	5 075 587 979	3 534 300 000	-	8 609 887 979	BID			
90	Projet	PATF 3	1	Contribuer à	MEF	GE	Mobilisation	2021	2025	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	209	2	-	-	3	Coopération			

N°	Intitulé du PPD	Sigle du PPD	Catégorie du PPD	Objectif global	Ministère de tutelle technique	Secteur de planification prioritaire du PPD	Domaine d'intervention prioritaire du PPD	Date de début	Date de fin	Régions d'intervention														Coût du PPD en FCFA					PTF/ Bailleurs
										B M H	C AS	CENT RE	CE S	CN R	C OS	CS D	E ST	H BS	NR D	PL C	S HL	SU O	Etat	PTF	Bénéficiaires	Autres	Total		
	d'assistance technique et financière au profit de la Direction générale des impôts Phase 3			l'accroissement du niveau de mobilisation des ressources internes en améliorant les performances de l'administration fiscale intérieure			des ressources internes																160 000	964 462 780			173 622 780	suisse	
91	Projet d'autonomisation des ménages vulnérables pour la résilience Sociale au Burkina Faso	PARS	2	Renforcer l'accès des ménages pauvres et vulnérables aux filets sociaux productifs et le système de protection sociale adaptative	MAHS N	TEPS	Droits humains	2025	2030	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	-	52 500 000 000	-	-	52 500 000 000	BM	
92	Projet d'Electrification et de Développement des Connexions à l'Electricité	PEDECEL	3	Développement socio-économique à travers la réalisation de l'accès universel au service de l'électricité au Burkina Faso et plus spécifiquement dans la zone du projet	MEMC	TIA	Energie	2020	2025	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2 751 000 000	131 600 122 645	-	7 900 000 000	142 251 122 645	BAD, BADEA, SEFA, WAEP et AFD	
93	Projet d'hygiène et d'assainissement en milieu rural et péri-urbain	Sanya Sanu	3	Améliorer les conditions d'hygiène et d'assainissement des populations rurales	MEEA	EEA	Hygiène et assainissement	2022	2025	1		1	1	1			1	1	1	1			-	3 086 419 756	-	-	3 086 419 756	DANIDA	
94	Projet d'infrastructures d'urgences et de développement territorial	PUDTR	2	Améliorer la participation et l'accès inclusif des communautés cibles (y compris les PDIs) aux services de bases et aux infrastructures dans des zones de conflit et à risques	MEF	GE	Infrastructures socio-économiques	2021	2025	1			1				1						1 925 000 000	192 500 000 000	-	-	194 425 000 000	BM	
95	Projet d'appui	PAFA-4R	2	Améliorer	MARA	PASP	Productions	2020	2026	1	1							1				1	7	60	5 100	-	73	FIDA et BAD	

N°	Intitulé du PPD	Sigle du PPD	Catégorie du PPD	Objectif global	Ministère de tutelle technique	Secteur de planification prioritaire du PPD	Domaine d'intervention prioritaire du PPD	Date de début	Date de fin	Régions d'intervention																Coût du PPD en FCFA					PTF/Bailleurs
										B M H	C AS	CENT RE	CE S	CN R	C OS	CS D	E ST	H BS	NR D	PL C	S HL	SU O	Etat	PTF	Bénéficiaires	Autres	Total				
	aux filières agricoles dans les régions du Sud-Ouest, des Hauts-Bassins, des Cascades et de la Boucle du Mouhoun			durablement la sécurité alimentaire et les revenus des exploitations agricoles intervenant dans la production et la valorisation de produits dans les filières riz, maraîchage, sésame et niébé	H		agro-pastorales et halieutiques																872 000 000	588 000 000	000 000		560 000 000				
96	PROJET DE CONSTRUCTION ET D'EQUIPEMENT DES CENTRES HOSPITALIERS REGIONAUX DE DEDOUGOU, DE FADAN'GOURMA ET DE GAOUA PHASE 2	PCE 3 CHR 2	2	Contribuer à l'amélioration de l'état de santé des populations des régions de la Boucle du Mouhoun, de l'Est et du Sud-Ouest	MS	Santé	Infrastructures sanitaires	2022	2026	1							1					1	74 133 121 372	66 073 107 794	-	-	140 206 229 166	Royaume des Pays Bas SG/ING Belgique			
97	Projet de construction et de bitumage de la route nationale n°10 (RN 10) Tougan-Ouahigouya (94 km)	-	1	Donner les moyens aux populations de participer beaucoup plus activement au développement de l'économie locale et nationale par les facilités qui vont naître et permettre de ce fait, une dynamisation des échanges commerciaux non seulement dans la zone des projets mais également avec le reste du pays et les pays voisins	MID	ITCH	Infrastructures routières		2026	1									1				1 080 000 000	37 260 000 000	-	-	38 340 000 000	FKDEA, BADEA, FSD et OFID			

N°	Intitulé du PPD	Sigle du PPD	Catégorie du PPD	Objectif global	Ministère de tutelle technique	Secteur de planification prioritaire du PPD	Domaine d'intervention prioritaire du PPD	Date de début	Date de fin	Régions d'intervention														Coût du PPD en FCFA					PTF/ Bailleurs
										B M H	C A S	CENT RE	CE S	CN R	C O S	CS D	E S T	H B S	NR D	PL C	S H L	SU O	Etat	PTF	Bénéficiaires	Autres	Total		
98	Projet de construction et de bitumage de la route nationale n°23 (RN23) Ouahigouya – Djibo	-	1	Assurer une bonne structuration du réseau national qui lui permettra de jouer pleinement son rôle dans le développement des échanges entre les provinces du pays et avec l'extérieur	MID	ITCH	Infrastructures routières	2022	2026										1		1			1 508 000 000	43 890 000 000	-	-	45 398 000 000	FKDEA, BADEA et FSD
99	Projet de construction et de bitumage de la route régionale n°11 (RR11) Kolinka–Fara-Poura Carrefour	-	1	Soutenir le développement du Burkina Faso par le désenclavement des zones à fort potentiel de croissance économique	MID	ITCH	Infrastructures routières	2023	2027	1					1							1		1 862 000 000	30 000 000 000	-	-	31 862 000 000	BOAD
100	Projet de déploiement du Solaire à Large Echelle et Electrification Rurale	SOLEER	2	Accroître l'accès aux services d'électricité dans certaines zones rurales et la disponibilité de l'énergie solaire au Burkina Faso en mobilisant des financements privés	MEMC	TIA	Energie	2022	2027	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1 006 000 000	99 533 000 000	-	-	100 539 000 000	BM	
101	Projet de Développement de l'Education de Base	PDEB phase V/BID	2	Contribuer au développement de l'enseignement primaire et post-primaire	MEBA PLN	EF	Education			1			1			1	1						2 892 770 000	11 407 092 000	-	-	14 299 862 000	-	

N°	Intitulé du PPD	Sigle du PPD	Catégorie du PPD	Objectif global	Ministère de tutelle technique	Secteur de planification prioritaire du PPD	Domaine d'intervention prioritaire du PPD	Date de début	Date de fin	Régions d'intervention														Coût du PPD en FCFA					PTF/ Bailleurs
										B M H	C AS	CENT RE	CE S	CN R	C OS	CS D	E ST	H BS	NR D	PL C	S HL	SU O	Etat	PTF	Bénéficiaires	Autres	Total		
102	Projet de Gestion durable des Paysages Communaux pour la REDD+	PGPC/REDD+	2	Renforcer la gestion durable du paysage et améliorer les revenus des populations et l'accès au financement climatique	MEEA	EEA	Gestion durable des ressources naturelles	2023	2028	1	1		1		1	1	1	1				1	6 600 000 000	68 750 000 000	-	-	75 350 000 000	PROGREEN	
103	Projet de Gouvernance Locale des Ressources Forestières	Weoog Paani:	3	Améliorer durablement les conditions de vie des populations rurales	MEEA	EEA	Gestion durable des ressources naturelles	2019	2024				1			1	1		1				-	9 384 449 000	-	-	9 384 449 000	ASDI	
104	Projet de Mobilité et de Développement Urbain des Villes Secondaires	PMDUVS	2	Améliorer la mobilité urbaine, l'accès aux services de base et aux opportunités économiques et de renforcer les capacités institutionnelles de gestion urbaine dans des villes secondaires sélectionnées au Burkina Faso	MID	ITCH	Infrastructures routières	2024	2028					1				1	1				5 946 250 205	118 925 004 100	-	-	124 871 254 305	BM	
105	Projet de promotion de la finance inclusive pour l'accès des populations à faibles revenus aux services financiers au Burkina Faso	PPFIB	3	Favoriser l'accès des ménages à faibles revenus des micro-entrepreneurs à travers des SFD viables et intégrés dans le circuit financier national	MEF	GE	Gouvernance financière	2020	2026	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2 092 000 000	26 197 000 000	-	-	28 289 000 000	BADEA, BOAD et Coopération suisse	
106	Projet de protection du capital humain au Burkina Faso	PPCH-BF	2	Soutenir les efforts déployés par le Gouvernement pour assurer la fourniture de services sociaux essentiels	MEF	GE	Services sociaux de base	2024	2025	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	-	60 772 000 000	-	-	60 772 000 000	BM	

N°	Intitulé du PPD	Sigle du PPD	Catégorie du PPD	Objectif global	Ministère de tutelle technique	Secteur de planification prioritaire du PPD	Domaine d'intervention prioritaire du PPD	Date de début	Date de fin	Régions d'intervention																Coût du PPD en FCFA					PTF/Bailleurs
										B M H	C AS	CENT RE	CE S	CN R	C OS	CS D	E ST	H BS	NR D	PL C	S HL	SU O	Etat	PTF	Bénéficiaires	Autres	Total				
107	Projet de réalisation de vingt-sept (27) systèmes d'Adduction d'Eau Potable (AEP) neufs dans les régions de la Boucle du Mouhoun et des Hauts-Bassins au Burkina Faso	PAEP 2R	1	Contribuer à l'accès universel à l'eau potable des populations	MEEA	EEA	Eau potable et assainissement	2021	2026	1								1						330 000 000	5 170 000 000	-	-	5 500 000 000	BIDC		
108	Projet de réalisation de vingt-sept (27) Systèmes d'Adduction d'Eau Potable dans la région du Centre-Est	PAEP-CE	1	Contribuer à l'accès universel à l'eau potable des populations	MEEA	EEA	Eau potable et assainissement	2019	2026				1											926 056 941	5 247 656 000	-	-	6 173 712 941	Royaume du Belgique		
109	Projet de renforcement de l'efficacité des services d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement	PEA-GIZ	3	Améliorer les services urbains d'approvisionnement et eau potable et d'assainissement	MEEA	EEA	Eau potable et assainissement	2022	2027	1				1				1				1		475 703 900	11 610 438 900	-	-	12 086 142 800	GIZ		
110	Projet de Renforcement de la Résilience Climatique	Projet HYDRO MET	2	Contribuer à améliorer les services hydrométéorologiques, climatiques et d'alerte précoce du pays et de les rendre plus accessibles aux secteurs et communautés visés	MATM	GAL	Décentralisation	2018	2025	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1 100 000 000	17 050 000 000	-	-	18 150 000 000	Fonds vert climat et IDA		
111	Projet de renforcement de la route communautaire CU2a (RN04) : section Gounghin-Fada N'Gourma-Piéga-frontière du Niger (218 km)	-	1	Contribuer au renforcement de l'intégration régionale et à la croissance intra régionaux de la zone UEMOA	MID	ITCH	Infrastructures routières		2026					1				1						17 695 691 000	108 295 309 000	-	-	125 991 000 000	UEMOA, BAD, JICA et UE		

N°	Intitulé du PPD	Sigle du PPD	Catégorie du PPD	Objectif global	Ministère de tutelle technique	Secteur de planification prioritaire du PPD	Domaine d'intervention prioritaire du PPD	Date de début	Date de fin	Régions d'intervention														Coût du PPD en FCFA					PTF/Bailleurs
										B M H	C AS	CENT RE	CE S	CN R	C OS	CS D	E ST	H BS	NR D	PL C	S HL	SU O	Etat	PTF	Bénéficiaires	Autres	Total		
112	PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE RESILIENCE DES POPULATIONS VULNÉRABLES PAR LA CRISE SÉCURITAIRE ET LES EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE SUR L'AXE OUAGADOUGOU- KAYADORI DANS LES RÉGION DU CENTRE-NORD ET DU SAHEL	PRESI-OKD	3	Renforcer la résilience des populations face aux CC	MEEA	EEA	Résilience	2021	2030												1		-	-	-	-	-	OXFAM/Alliance Technique d'Assistance au Développement (ATAD)	
113	Projet de renforcement des capacités des services de sécurité des zones fragiles	-	1	Améliorer la sécurité des zones fragiles avec la participation effective des communautés dans le strict respect des droits humains et du genre	MSEC U	DS	Sécurité	2021	2025	1				1					1		1		201 400 000	3 120 000 000	-	-	3 321 400 000	République Fédérale d'Allemagne	
114	Projet de Renforcement des Services de Production Agricole par le Numérique	PRSAN	1	Contribuer au développement des productions agricoles à travers la promotion du numérique	MARA H	PASP	Productions agro-pastorales et halieutiques	2021	2025	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	8 911 865 000		-	-	8 911 865 000	-	

N°	Intitulé du PPD	Sigle du PPD	Catégorie du PPD	Objectif global	Ministère de tutelle technique	Secteur de planification prioritaire du PPD	Domaine d'intervention prioritaire du PPD	Date de début	Date de fin	Régions d'intervention														Coût du PPD en FCFA					PTF/ Bailleurs
										B M H	C AS	CENT RE	CE S	CN R	C OS	CS D	E ST	H BS	NR D	PL C	S HL	SU O	Etat	PTF	Bénéfici aires	Autre s	Total		
115	PROJET DE RENFORCEMENT DES SOINS DE SANTE PRIMAIRES POUR L'AMELIORATION DE LA SANTE ET DE LA NUTRITION	PRSS-ASN	2	Contribuer à la réduction de la morbidité et de la mortalité maternelle néonatale et infanto-juvénile et des inégalités d'accès aux soins de santé de qualité, d'ici à 2026 dans les régions sanitaires des Cascades, des Hauts Bassins, du Centre-Sud et de l'Est	MS	Santé	Infrastructures sanitaires	2021	2026		1						1	1	1					1 083 078 289	16 504 901 905	-	-	17 587 980 194	BID et LLF
116	Projet de résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle des personnes déplacées internes	PRIAN-PDI	1	Contribuer au renforcement de la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle des personnes déplacées internes (PDI)	MARAH	PASP	Productions agro-pastorales et halieutiques	2021	2025	1				1				1		1		1		8 249 431 000	-	-	-	8 249 431 000	-
117	Projet de résilience et compétitivité agricoles du Burkina Faso	PRCA	2	Accroître la productivité du secteur agricole et l'accès au marché pour les petits producteurs	MARAH	PASP	Productions agro-pastorales et halieutiques	2021	2025	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	8 683 166 661	87 600 024 559	12 600 255 220	5 031 823 596	113 915 270 036	BM
118	Projet de Restauration des Ressources forestières et de Résilience au changement climatique par le Reboisement au Burkina Faso	P3R-BF	1	Contribuer à améliorer le taux de survie des plantes sur le territoire national	MEEA	EEA	Gestion durable des ressources naturelles	2022	2026	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	5 124 000 000	-	-	-	5 124 000 000	-
119	Projet de Restauration, de Protection et de Valorisation du Lac Bam	PRPV/LB	2	Contribuer à une croissance soutenue du secteur rural	MEEA	EEA	Gestion intégrée des ressources en eau	2016	2025					1										4 585 869 000	10 000 000 000	141 000 000	696 000 000	15 422 869 000	BOAD et IMF

N°	Intitulé du PPD	Sigle du PPD	Catégorie du PPD	Objectif global	Ministère de tutelle technique	Secteur de planification prioritaire du PPD	Domaine d'intervention prioritaire du PPD	Date de début	Date de fin	Régions d'intervention															Coût du PPD en FCFA					PTF/ Bailleurs
										B M H	C AS	CENT RE	CE S	CN R	C OS	CS D	E ST	H BS	NR D	PL C	S HL	SU O	Etat	PTF	Bénéfici aires	Autre s	Total			
120	Projet de sécurisation des visas du Burkina Faso, phase II	PSV-BF II	1	Contribuer à la sécurité nationale à travers la maîtrise des flux migratoires au Burkina Faso et le contrôle des mouvements de personnes à l'intérieur du pays	MSEC U	DS	Gestion des flux migratoires	2024	2028	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	9 779 035 000	-	-	-	9 779 035 000	-		
121	Projet d'Eau Potable et d'Assainissement en Milieu Rural	PEPA-MR	1	Contribuer à améliorer durablement les conditions de vie des populations	MEEA	EEA	Eau potable et assainissement	2020	2024						1	1						692 617 000	9 221 506 000	237 930 000	-	10 152 053 000	FAD et IAEAR			
122	Projet filets sociaux « BURKIN NAONG SAYA »	PFS-BNS	2	Réduire cette vulnérabilité et améliorer les conditions de vie des ménages les plus pauvres et vulnérables	MAHS N	TEPS	Droits humains	2014	2024	1		1	1	1	1		1		1	1		2 500 000 000	131 000 000 000	-	-	133 500 000 000	IDA, BM, KfW et AFD			
123	Projet national du Burkina Faso dans le cadre du programme de mini-réseaux pour l'Afrique	PN_AMP	3	Soutenir l'accès à l'énergie propre en augmentant la viabilité financière et en promouvant l'investissement commercial à grande échelle dans les mini-réseaux solaires photovoltaïques au Burkina Faso	MEMC	TIA	Energie	2022	2026	1	1	1	1					1	1			1 108 055 340	1 086 476 580	-	-	2 194 531 920	FEM et PNUD			
124	Projet ORI13BF01I « Amélioration de l'Accès aux Soins de Santé pour la Mère et l'Enfant au Burkina Faso »	Projet ORI13BF 01I PAASME	1	Réduire la mortalité et la morbidité maternelles et infantiles dans 5 districts sanitaires	MS	Santé	Infrastructures sanitaires	2018	2026		1				1		1	1					4 160 407 273	4 160 407 273	-	-	8 320 814 546	Royaume des Pays Bas		

N°	Intitulé du PPD	Sigle du PPD	Catég orie du PPD	Objectif global	Ministère de tutelle techniqu e	Secteur de planific ation prioritai re du PPD	Domaine d'intervention prioritaire du PPD	Date de début	Date de fin	Régions d'intervention														Coût du PPD en FCFA					PTF/ Bailleurs
										B M H	C AS	CENT RE	CE S	CN R	C OS	CS D	E ST	H BS	NR D	PL C	S HL	SU O	Etat	PTF	Bénéfici aires	Autre s	Total		
125	Projet pilote de développeme nt des Eco villages au Burkina Faso	PRODEC OV-BF	1	Contribuer à la satisfaction des besoins des populations	MEEA	EEA	Gestion durable des ressources naturelles	2022	2026	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	7 046 448 750	-	-	-	7 046 448 750	-
126	Projet promotion de l'accès des filles à un système éducatif et de formation professionnelle de qualité dans les régions du Sahel, du Nord, de l'Est et du Centre-Nord du Burkina Faso	PROMES SE-FP	3	Améliorer l'accès des filles et des femmes des régions d'intervention à un système éducatif et de formation professionnelle de qualité et à des revenus décents	MSJE	EF	Formation professionn elle	2021	2024					1			1		1		1		-	5 851 707 779	-	-	5 851 707 779	Pays-Bas	
127	Projet régional « Intégration des mesures d'adaptation au changement climatique dans la gestion concertée du complexe transfrontalier WAP »	ADAPT WAP	3	Renforcer les écosystèmes et améliorer les moyens de subsistance des populations	MEEA	EEA	Gestion durable des ressources naturelles	2020	2024								1						351 946 778	1 399 776 221	-	-	1 751 722 999	OSS	
128	Projet communautair e de relèvement et de stabilisation au Sahel	PCRSS	2	Contribuer au rétablissement des communautés dans les zones cibles de la région du Liptako-Gourma au Burkina Faso et au Niger	MEF	GE	Infrastructur es socio-économiqu es	2021	2026					1					1		1		4 025 000 000	75 000 000 000	-	-	79 025 000 000	BM	
129	Projet SMART Burkina Faso	SMART BF	1	Renforcer les communications mobiles larges bandes des services de sécurité et la vidéo protection dans les villes de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso	MSEC U	DS	Sécurité	2020	2025				1						1				5 151 810 024	47 200 000 000	-	-	52 351 810 024	République Populaire de Chine	

N°	Intitulé du PPD	Sigle du PPD	Catégorie du PPD	Objectif global	Ministère de tutelle technique	Secteur de planification prioritaire du PPD	Domaine d'intervention prioritaire du PPD	Date de début	Date de fin	Régions d'intervention															Coût du PPD en FCFA					PTF/ Bailleurs
										B M H	C AS	CENT RE	CE S	CN R	C OS	CS D	E ST	H BS	NR D	PL C	S HL	SU O	Etat	PTF	Bénéfici aires	Autre s	Total			
130	Projet Système de Communication Intégré des Forces de Sécurité Intérieure	SCIFSI	1	Contribuer au renforcement de la communication radio des forces de sécurité intérieure afin d'améliorer la protection des personnes et des biens sur toute l'étendue du territoire national	MSEC U	DS	Sécurité	2021	2026	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	11 982 098 595	-	-	-	11 982 098 595	-		
131	Projet Trois Frontières	Projet 3F	1	Contribuer aux efforts des Etats pour la stabilisation, le développement et la paix des territoires transfrontaliers du Burkina Faso, du Mali et du Niger avec deux objectifs principaux	MATM	GAL	Décentralis ation	2019	2024										1		1		-	7 200 000 000	-	-	7 200 000 000	AFD		
132	Projet YELEEN « développement de centrales solaires photovoltaïques et de renforcement du système électrique National »	Projet YELEEN	3	Développer la production solaire photovoltaïque et faciliter l'intégration de cette production, y compris avec l'ajout de moyens de stockage d'énergie et, part densifier le réseau de distribution électrique et améliorer l'accès à travers le réseau SONABEL	MEMC	TIA	Energie	2020	2025	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2 500 000 000	86 673 338 840	-	3 719 276 190	92 892 615 030	AFD et UE		

N°	Intitulé du PPD	Sigle du PPD	Catégorie du PPD	Objectif global	Ministère de tutelle technique	Secteur de planification prioritaire du PPD	Domaine d'intervention prioritaire du PPD	Date de début	Date de fin	Régions d'intervention															Coût du PPD en FCFA					PTF/ Bailleurs
										B M H	C A S	C E N T R E	C E S	C N R	C O S	C S D	E S T	H B S	N R D	P L C	S H L	S U O	Etat	PTF	Bénéficiaires	Autres	Total			
133	Projet YELEN « Electrification rurale »		3	Accroître le taux d'accès à l'électricité au Burkina Faso et plus spécifiquement dans les zones rurales concernées	MEMC	TIA	Energie	2020	2025	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	796 874 850	20 600 398 350	-	27 638 144 550	49 035 417 750	BAD, FVC et UE	
134	PROJET<< PREVENIR LA RADICALISATION ET L'EXTREMISME VIOLENT PAR L'AMELIORATION DE LA RESILIENCE DES COMMUNAUTES LOCALES DES REGIONS DU SAHEL ET DU NORD	PROJET PREVENIR	3	Promouvoir la cohésion sociale	MATM	GAL	Paix et cohésion sociale	2022	2024										1	1	1		-	414 060 100	-	-	414 060 100	UFC-DORI		
135	Renforcement de la capacité de Résilience à l'Insécurité Alimentaire et Nutritionnelle et à l'instabilité des personnes déplacées internes des communes de Oula et de Yako dans la région du Nord du Burkina Faso	-	3	Améliorer la sécurité alimentaire	MARAH	PASP	Productions agro-pastorales et halieutiques												1				-	65 595 700	-	-	65 595 700	ONG SOS SAHEL International France		

N°	Intitulé du PPD	Sigle du PPD	Catég orie du PPD	Objectif global	Ministère de tutelle techniqu e	Secteur de planific ation priorita ire du PPD	Domaine d'intervention prioritaire du PPD	Date de début	Date de fin	Régions d'intervention														Coût du PPD en FCFA					PTF/ Bailleurs
										B M H	C AS	CENT RE	CE S	CN R	C OS	CS D	E ST	H BS	NR D	PL C	S HL	SU O	Etat	PTF	Bénéfici aires	Autre s	Total		
136	RENFORCEM ENT DE LA RESILIENCE DES COMMUNAUT ÉS AFFECTÉES PAR LA CRISE SECURITAIRE	-	3	Renforcer la des populations	MARA H	PASP	Productions agro-pastorales et halieutiques	2022	2024										1					-	27 841 400	-	-	27 841 400	FNGN
137	RENFORCEM ENT DE LA RESILIENCE ET AMELIORATI ON DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONN ELLE DE MENAGES AGROPASTO RAUX VULNERABLE S DANS LA REGION DU NORD DU BURKINA FASO	-	3	Améliorer la sécurité alimentaire	MARA H	PASP	Productions agro-pastorales et halieutiques	2021	2025	1				1	1								-	500 000 000	-	-	500 000 000	Association Formation Développement Ruralité (AFDR)	
138	Renforcement de la résilience sur l'axe Kaya-Dori au Burkina Faso	RESILIE NCE KAYA DORI	3	Améliorer les conditions de vie des populations	MEEA	EEA	Résilience	2023	2025					1									-	1 608 768 297	-	-	1 608 768 297	Corée du Sud /Agence coréenne de coopération internationale (KOICA)	
139	Résilience des Ecosystèmes et Leadership des femmes au Sahel	REELS	3	Renforcer les capacités de femmes et des groupes marginalisés	MEEA	EEA	Gestion durable des ressources naturelles							1					1		1		-	4 475 810 000	-	-	4 475 810 000	MAECD et CECI	
140	Programme de Développement des Energies Renouvelables et de l'Efficacité Energétique volet 2	PRODER E 2	3	Promouvoir le développement des énergies renouvelables à travers l'installation de Kits/mini centrales solaires et lampadaires solaires au Burkina Faso	MEMC	TIA	Energie	2021	2025				1	1					1		1		-	2 430 962 000	-	-	2 430 962 000	UEMOA	

N°	Intitulé du PPD	Sigle du PPD	Catég orie du PPD	Objectif global	Ministère de tutelle techniqu e	Secteur de planfic ation priorita ire du PPD	Domaine d'intervention prioritaire du PPD	Date de début	Date de fin	Régions d'intervention																Coût du PPD en FCFA					PTF/ Bailleurs
										B M H	C AS	CENT RE	CE S	CN R	C OS	CS D	E ST	H BS	NR D	PL C	S HL	SU O	Etat	PTF	Bénéfici aires	Autre s	Total				
141	Projet de développem ent intégré des chaines de valeur Maïs, Soja, Volaille et Poisson	PIMSAR	2	Contribuer au développement intégré et inclusif des chaînes de valeur maïs, soja, volaille et poisson pour renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle	MARA H	PASP	Productions agro-pastorales et halieutiques	2023	2028	1		1			1		1							6 980 320 000	28 000 240 000	-	-	34 980 560 000	BAD		
142	Projet d'urgence de renforcement de la production alimentaire au Burkina Faso	PURPA	2	« Aider les agriculteurs et le pays à accroître la production alimentaire pour atténuer l'impact de la guerre entre la Russie et l'Ukraine »	MARA H	PASP	Productions agro-pastorales et halieutiques	2023	2025	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	256 000 000	25 522 744 000	-	-	25 778 744 000	BAD			
143	Projet de renforcement de la modernisation de la mécanisation agricole	PR2MA	1	Contribuer à l'accroissement durable de la production agricole à travers le développement de la mécanisation	MARA H	PASP	Productions agro-pastorales et halieutiques	2021	2025	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	20 655 071 000				20 655 071 000	-				
144	Projet d'Appui au Développement Durable de l'Apiculture au Burkina Faso	PADDA	1	Contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle	MARA H	PASP	Productions agro-pastorales et halieutiques	2024	2026	1	1		1		1	1	1				1	100 368 000, 637	983 690 172			1 084 058 173	Agence italienne de coopération pour le développem ent				
145	Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel phase 2 – Burkina Faso	PRAPS 2-BF	2	Renforcer la résilience des pasteurs et des agropasteurs dans certaines zones ciblées de la région du Sahel	MARA H	PASP	Productions agro-pastorales et halieutiques	2022	2027	1	1		1	1	1	1	1	1		1	1	1 400 000 000	25 000 000 000			26 400 000 000	BM				
146	Programme de Valorisation du Potentiel Agro-Pastoral dans la région de l'Est du Burkina Faso Phase 3	VALPAP E-TIN SUAGI	3	Renforcer la résilience des producteurs et productrices agropastoraux	MARA H	PASP	Productions agro-pastorales et halieutiques	2023	2026							1							3 053 500 000			3 053 500 000	Coopération suisse				

N°	Intitulé du PPD	Sigle du PPD	Catégorie du PPD	Objectif global	Ministère de tutelle technique	Secteur de planification prioritaire du PPD	Domaine d'intervention prioritaire du PPD	Date de début	Date de fin	Régions d'intervention														Coût du PPD en FCFA					PTF/ Bailleurs
										B M H	C A S	CENT RE	CE S	CN R	C OS	CS D	E ST	H BS	NR D	PL C	S HL	SU O	Etat	PTF	Bénéficiaires	Autres	Total		
147	Programme de renforcement de la résilience des petits producteurs	RESI-2P	2	Consolider les capacités d'adaptation des populations rurales aux chocs externes et aux effets du changement climatique	MARAH	PASP	Productions agro-pastorales et halieutiques	2024	2032					1	1									8 306 833 000	30 968 047 040	926 250 000	31 440 455 070	71 641 585 110	FIDA ASAP+ BRAM FEM OFID
148	Projet de sécurisation foncière des grands aménagements hydro-agricoles (PSF-GAH)	PSF-GAH	1	Contribuer à la sécurisation foncière des grands aménagements hydro-agricoles en vue de l'accroissement de la production agricole	MARAH	PASP	Productions agro-pastorales et halieutiques	2021	2025		1		1				1			1				8 101 460 000				8 101 460 000	-
149	Projet de Renforcement de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle dans les régions structurellement déficitaires	PRSAN-PAM/BKF	2	Réduire l'insécurité alimentaire et appuyer les mesures visant à prévenir les catastrophes ainsi que la préparation aux situations d'urgence	MARAH	PASP	Productions agro-pastorales et halieutiques	2019	2025					1		1		1	1	1				244 828 000	8 101 460 000			8 346 288 000	PAM
150	Projet 2 DU PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE A L'INSECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE AU SAHEL-COMPOSANTE BURKINAFASO (P2-P2RS-BF)	P2-P2RS-BF	2	Contribuer à l'amélioration des conditions de vie et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations du Sahel	MARAH	PASP	Productions agro-pastorales et halieutiques	2023	2027				1		1	1			1	1		1		3 552 000 000	34 742 000 000	872 000 000		39 166 000 000	FAD

N°	Intitulé du PPD	Sigle du PPD	Catégorie du PPD	Objectif global	Ministère de tutelle technique	Secteur de planification prioritaire du PPD	Domaine d'intervention prioritaire du PPD	Date de début	Date de fin	Régions d'intervention														Coût du PPD en FCFA					PTF/ Bailleurs
										B M H	C AS	CENT RE	CE S	CN R	C OS	CS D	E ST	H BS	NR D	PL C	S HL	SU O	Etat	PTF	Bénéfici aires	Autre s	Total		
151	Projet de modernisation du pilotage et de gestion du secteur agricole	PMPSA	1	Contribuer à l'amélioration des instruments et outils de pilotage et de gestion opérationnelle pour des interventions efficaces et efficientes dans le sous-secteur agriculture, sécurité alimentaire et nutritionnelle	MARAH	PASP	Productions agro-pastorales et halieutiques	2021	2025	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	10 433 237 000				10 433 237 000	-	
152	Petite Irrigation dans le Grand Ouest et la région de l'Est	PIGO Plus	2	Contribuer à l'amélioration des conditions de vies des populations rurales et de leur résilience en renforçant leur sécurité alimentaire à travers l'augmentation de la production et des revenus, dans un environnement préservé	MARAH	PASP	Productions agro-pastorales et halieutiques	2024	2028		1				1		1	1			1	1 227 783 957	16 070 946 500	938 509 124		18 237 239 581	KFW		
153	Projet de résilience et de compétitivité de l'élevage	PRECEL	2	Améliorer la productivité, la commercialisation et la résilience des principaux systèmes de production animale sédentaire pour les bénéficiaires ciblés dans les zones du projet	MARAH	PASP	Productions agro-pastorales et halieutiques	2023	2029	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	5 085 431 000	92 745 451 000	9 165 094 000	13 602 641 000	120 598 617 000	IDA et IFP		

N°	Intitulé du PPD	Sigle du PPD	Catégorie du PPD	Objectif global	Ministère de tutelle technique	Secteur de planification prioritaire du PPD	Domaine d'intervention prioritaire du PPD	Date de début	Date de fin	Régions d'intervention														Coût du PPD en FCFA					PTF/ Bailleurs
										B M H	C AS	CENT RE	CE S	CN R	C OS	CS D	E ST	H BS	NR D	PL C	S HL	SU O	Etat	PTF	Bénéficiaires	Autres	Total		
154	Projet de Valorisation Agricole des Petits Barrages, phase II	ProValAB 2	1	Améliorer les conditions de vie des ménages agricoles dans la zone d'intervention du projet par la valorisation de l'eau des petits barrages grâce au développement des chaînes de valeur porteuses	MARA H	PASP	Productions agro-pastorales et halieutiques	2021	2024			1	1	1	1		1						429 940 000	8 774 999 000			9 204 939 000	Suède	
Total																								747 153 607 674, 64	3 984 586 422 737, 74	68 016 253 972,0 0	107 141 731 420, 00	4 906 898 015 804, 38	

NB :

BMH : Boucle du Mouhoun

CAS : Cascades

CNR : Centre-Nord

COS : Centre-Ouest

CSD : Centre-Sud

HBS : Hauts-Bassins

NRD : Nord

PLC : Plateau Central

SHL : Sahel

SUO : Sud-Ouest